



Janvier 2018

# INTEGRATION REGIONALE EN ASIE CENTRALE POST - SOVIETIQUE



Chef de bataillon Laurent GRARD  
ÉCOLE DE GUERRE



## Résumé

*L'Asie centrale est une région où les enjeux de sécurité, de développement économique et de préservation de l'environnement ont systématiquement un caractère transnational. Néanmoins, en dépit d'un cadre propice au développement de solidarités régionales, les États de la région, aux systèmes politiques et aux enveloppes territoriales encore fragiles, peinent à construire un mécanisme d'intégration efficace et restent l'objet des politiques d'influence de leurs voisins immédiats. Les coopérations seront donc encore durablement marquées par une marginalisation de l'Union européenne et des États-Unis, par un partenariat militaire fort avec Moscou et par une dépendance économique envers Pékin. Seul le renouvellement des élites politiques, qui semble à l'œuvre, pourrait être de nature à faire apparaître un axe Tachkent – Astana, pilier d'une stabilité régionale.*

*In Central Asia, security, economic development and environmental protection need a transnational approach. Nevertheless and despite of a favourable framework, the States of this region aren't able to build an efficient mechanism for a regional integration. They are suffering from weak political systems and boundary disputes. As a consequence, they are still under political influence from their historical neighbours : Russia and China. For a long period, international cooperation will remain characterized by a military partnership with Moscow and an economic dependence on Beijing. Only a change of political leaders, that seems to be in process, could lead to the creation of an axis Tachkent -Astana, that might be a pillar of stability for the region.*

## LES REPUBLIQUES D'ASIE CENTRALE EN QUELQUES CHIFFRES

	CAPITALE	SUPERFICIE (km2)	POPULATION 2017 (millions d'habitants)	PIB 2016 (millions USD)	RESSOURCES PRINCIPALES	FORCES ARMEES	Organisations régionales			
							Organisation du traité de défense collective	Organisation de coopération de Shanghaï	Union économique eurasiatique	Partenariat pour la paix
KAZAKHSTAN	Astana	2 724 900	18,360 353 Kazakhs 64% Russes 23,7% Kirghizes Ouzbèks 2,9% Ouighours 1,3% Allemands 1%	137 278	Gaz et pétrole – 50% PIB Uranium (17% réserves mondiales) Minerais ferreux (8% réserves mondiales) Agriculture céréalière (5% PIB)	74 000 hommes 300 chars 1600 blindés 91 chasseurs 18 hélicoptères d'attaque	X	X	X	X
OUZBEKISTAN	Tachkent	447 400 <sup>2</sup>	29,473 614 Ouzbèks 71% Russes 6% Tadjiks 5%	67 220	Gaz Coton- 4 <sup>ème</sup> producteur mondial Uranium – 8 <sup>ème</sup> producteur mondial	56 000 hommes 69 avions de chasse 420 chars 715 véhicules blindés 25 hélicoptères d'attaque	X	X	Observateur	X
TURKMENISTAN	Achgabat	448 100	5,291 317 Turkmènes 77% Ouzbèks 9% Russes 7% Kazakhs 2%	36 179	Pétrole et gaz (12% réserves mondiales)	30 000 hommes 24 chasseurs 712 chars 1941 blindés	Observateur	Observateur	Observateur	X
KIRGHIZISTAN	Bichkek	199 951	5,727 553 Kirghizes 65% Ouzbèks 14% Russes 12%	5.800	Mines (20% PIB) Main d'œuvre émigrée (30% PIB)	13 700 hommes 150 chars 438 blindés 2 hélicoptères d'attaque	X	X	X	X
TADJIKISTAN	Douchanbé	143 000	8,330 946 Tadjiks 62% Ouzbèks 21% Russes 3% Kirghizes 2%	6 951	Energie hydroélectrique Main d'œuvre émigrée (50% Pop active)	7 400 hommes 37 chars 46 blindés 6 hélicoptères d'attaque	X	X	Candidat	X

Sources : Global fire Power 2017, Banque mondiale 2017, site- OCS, OTSC et EAS, données MEAE.

### Alliances inter-étatiques eurasiatiques



## **Remerciements**

*Je souhaite témoigner ma gratitude à monsieur Philippe RICHARDOT, qui a accepté de diriger ce travail de recherche. Ses conseils et son soutien ont été particulièrement précieux.*



## Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>2</b>
<b>I. DES ATOUTS : UN CONTEXTE PROPICE AU DÉVELOPPEMENT DES COOPERATIONS</b>	<b>8</b>
<i>1.1. L'enclavement : élément géographique majeur en faveur d'une intégration régionale.</i>	<i>8</i>
<i>1.2. L'héritage soviétique : des interdépendances qui perdurent.</i>	<i>9</i>
<i>1.3. Une multiplicité d'organisations de coopération régionale</i>	<i>12</i>
<b>II. DES OBSTACLES : UNE PERSISTANCE DE RIVALITÉS GÉOPOLITIQUES ET GÉOÉCONOMIQUES DANS UN CONTEXTE SÉCURITAIRE DÉGRADÉ</b>	<b>16</b>
<i>2.1. Le « Grand jeu » des puissances mondiales</i>	<i>16</i>
<i>2.2. Le « Petit jeu » des États de la région</i>	<i>22</i>
<b>III. DES ENJEUX IDENTITAIRES ET SÉCURITAIRES PERSISTANTS QUI OBÈRENT TOUTE POSSIBILITE D'ÉVOLUTION RAPIDE DE LA SITUATION.</b>	<b>26</b>
<i>3.1. États-nations, identité nationale et frontières multiples : freins à l'intégration régionale et amplificateurs de la crise économique.</i>	<i>26</i>
<i>3.2. Islam fondamentaliste : de la revendication politique à la connexion avec la nébuleuse terroriste internationale.</i>	<i>27</i>
<i>3.3. La lutte antiterroriste : le regain d'influence russe et chinoise à l'aune des événements d'Andijan</i>	<i>32</i>
<b>Conclusion</b>	<b>34</b>
<b>Annexe1 : Chronologie</b>	<b>36</b>
<b>Annexe 2 : Principaux mouvements islamistes centre-asiatiques</b>	<b>44</b>
<b>Annexe 3 : Cartes</b>	<b>46</b>
<b>Annexe 4 : Tableaux d'analyse stratégique</b>	<b>60</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>63</b>



# Introduction

Tour à tour Pays de Gog et Magog, Scythie d'Asie, *Dar al kufr* ou « Monde de l'infidélité », Asie du milieu, Asie du centre, Kazakhstan et Asie moyenne, Milieu des Empires, les représentations cartographiques de l'Asie centrale ont varié au cours des siècles. Ses contours restent aujourd'hui encore difficiles à définir. Cette région peut être appréhendée en tant qu'Asie centrale ex-soviétique ou en tant qu'Asie centrale dite du « premier cercle » comportant aussi le Xinjiang et le nord de l'Afghanistan<sup>1</sup>. Dans son acception la plus large, elle peut même s'étendre jusqu'aux steppes Mongoles, au Tibet et au Pakistan.



Source : CARIOU Alain, [en ligne], <https://www.cairn.info/l-asie-centrale--9782200601140-page-3.htm>

Ce travail porte sur l'Asie centrale post-soviétique<sup>2</sup>, région enclavée de 6 millions de kilomètres carrés, qui comptait, en 2011, 62 millions d'habitants<sup>3</sup>. Elle s'étend des rives de la mer Caspienne à l'Ouest, à la dépression de Djoungarie et aux contreforts du Tian Shan à l'Est, et des forêts de la frontière kazakhe au Nord, aux montagnes de l'Hindou-Kouch au Sud. Cet espace a constitué une zone de passage et de migrations jusqu'au XIII<sup>ème</sup> siècle, puis une zone de contacts violents lors des conquêtes arabes et mongoles. Il s'est ensuite scindé en deux ensembles culturels : un monde nomade turcique au nord et un monde sédentaire iranien au sud. Pendant la période russe,

<sup>1</sup> FOURNIAU Vincent, « Qu'est-ce que l'Asie centrale », *Outre Terre*, n°16, 2006, p. 3, pp. 5-29.

<sup>2</sup> Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan

<sup>3</sup> THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations et régions en recomposition », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 2011, p. 3.

puis soviétique, une politique des nationalités a créé un sentiment identitaire et une très forte intégration économique au sein du système de production et d'échanges planifié.

La disparition de l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques), en 1991, a fait surgir 15 230 km de frontières devenues *de facto* internationales<sup>4</sup>. Territorialisant leur indépendance dans un contexte de nationalisme exacerbé, ces États à l'économie intégrée ont délimité, matérialisé et fermé leurs frontières intérieures. Ils se sont fermés à leurs voisins alors que la situation économique se dégradait. Cette crise économique, qui a frappé l'espace post-soviétique en 1998, a généré une résurgence de conflits interethniques et favorisé l'émergence de contestations violentes et d'attentats, imputés aux mouvements islamistes. Dans le même temps, cet espace, sortant de trois siècles d'isolement, fut de nouveau l'objet d'influences extérieures. Conservant une forte dépendance vis-à-vis de la Russie, il a connu une influence chinoise croissante. Progressivement, la Turquie et l'Iran y lancèrent des initiatives. Les États-Unis et l'Union Européenne, mus par des préoccupations énergétiques et par leur volonté de sécuriser leurs routes vers l'Afghanistan, entrèrent à leur tour dans ce « Grand jeu ».

L'Asie centrale est donc dans une situation paradoxale de cloisonnement interne concomitante à une ouverture économique vers les pays voisins. Suivant certaines analyses, il serait possible d'expliquer cette situation par le découpage administratif « artificiel » issu de la période soviétique<sup>5</sup>. Les États seraient donc uniquement confrontés à des difficultés issues de tracés frontaliers « aberrants », résultantes de frontières « inventées ». Ces arguments sont intéressants car ils font appel à l'historiographie. Pour autant, ils ne sont pas pleinement satisfaisants car ils insistent trop sur le rôle des autorités soviétiques dans le processus d'orogénèse. Cette affirmation ne peut être retenue en l'état. En effet, comme l'a proposé Michel Foucher « en réalité, toutes les frontières comptent une part d'arbitraire ou d'artificialité (...), elles sont des constructions géopolitiques datées. Elles sont du temps inscrit dans l'espace ou plutôt des temps inscrits dans des espaces »<sup>6</sup>. Surtout, les difficultés des États à trouver des trajectoires intégrées relèvent principalement du jeu de puissance exercé par les voisins. Tirant profit d'un contexte sécuritaire dégradé, la Russie et la Chine empêchent la mise en place d'une intégration régionale efficace et préfèrent le maintien de relations bilatérales plus propices à garantir leur influence.

---

<sup>4</sup> THOREZ Julien, 2011, p. 3

<sup>5</sup> BALLAND Daniel, « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des États centrasiatiques », *Hérodote*, n°84, 1997, pp.77-123, DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, 2003, PUF, p.33, ROY Olivier, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des Nations*, Paris, Seuil, 1997, 336 pages. FOUCHER Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991, p.43.

<sup>6</sup> FOUCHER Michel, 1991, p.43.

La France sera active dans la durée dans cet espace stratégique. Notre présence était initialement liée à nos opérations en Afghanistan. En 2002, une mission de Défense et un détachement air ont été mis en place sur l'aéroport de Douchanbé au Tadjikistan. En 2012, des accords spécifiques ont été conclus avec le Kazakhstan pour assurer le désengagement de nos matériels par voie ferrée via la Russie. Depuis juin 2008, un partenariat stratégique nous lie avec le Kazakhstan qui détient respectivement 1,8% et 0,5% des réserves mondiales de pétrole et de gaz et disposait des deuxièmes réserves mondiales d'uranium<sup>7</sup>. En 2014, la France était le cinquième client du Kazakhstan et 91% de ses importations étaient liées aux hydrocarbures. Nous serons donc amenés à y poursuivre des activités de coopération structurelle (appui aux forces de sécurité et formation aux missions ONU) ou liées au Document de Vienne 2011 (formation des contrôleurs des unités de vérification). De plus, notre présence s'inscrit dans une perspective de soutien à l'exportation de nos industries de Défense, qui sont positionnées dans tous les secteurs : matériels terrestres, aéronefs (hélicoptères EC145 en joint-venture avec Airbus Helicopters), systèmes de défense aérienne (radars de défense aérienne GM 403 en joint-venture avec THALES), satellites.

Ce sujet est d'autant plus stimulant et pratique qu'il s'inscrit dans la continuité de mon cursus de formation. Engagé dans une spécialisation en relations internationales, j'ai en effet eu l'opportunité d'effectuer une scolarité en langue russe durant laquelle je me suis sensibilisé à la problématique des frontières de l'Asie centrale. Cette formation universitaire s'est poursuivie par une mission en tant qu'attaché de Défense adjoint près l'Ambassade de France au Kazakhstan. Ce mémoire donne donc corps à des connaissances acquises dans une double perspective de formation universitaire et professionnelle. Il poursuit un travail d'analyse et de réflexion en conjuguant sciences sociales, histoire, relations internationales et géopolitique dans la « longue durée ». De plus, il m'a permis de maintenir mes compétences linguistiques en russe.

De fait, je n'ai pas connu de difficultés dans la recherche. L'étude utilise le plus grand nombre de sources en français, anglais et russe. En cela, elle a envisagé l'étude de cartes, d'ouvrages généraux d'histoire, de géopolitique et d'économie, de travaux universitaires, de rapports et de documents officiels. Ces éléments sont largement disponibles. En effet, la problématique centre asiatique nourrit les réflexions géopolitiques depuis la fin de la guerre froide. Elle a connu un âge d'or lors de l'intervention de l'OTAN en Afghanistan. Elle continue encore à irriguer les recherches, du fait de l'implication de ressortissants centre asiatiques dans les différents courants du *Djihad*

---

<sup>7</sup> Données service économique de l'Ambassade de France au Kazakhstan.

*global* et du projet chinois de « nouvelles routes de la soie », pénétrante logistique à destination de l'Europe. Par ailleurs, ces éléments ont pu être complétés par les observations réalisées à l'occasion de mes séjours dans la région.

Néanmoins, cette région, épicerie du nouveau « grand jeu », donne lieu à une forte politisation des discours. Un effort important doit donc être consacré au travail de critique des sources. En effet, le poids de la menace terroriste élément majeur des analyses russes ne pas être surévalué. Par ailleurs, il convient d'accorder une grande vigilance aux écarts que l'on peut constater entre le volontarisme des discours et la réalité des mécanismes de coopération<sup>8</sup>.

Dans le contexte ainsi décrit, une question se pose :

**Pourquoi l'intégration régionale des pays enclavés d'Asie centrale n'a pas connu l'essor que l'on aurait pu escompter lors de la reconfiguration de cet espace issu de la désintégration de l'URSS ?**

Quatre axes se dégagent de cette problématique : stabilité régionale, croissance économique, transition démocratique et préoccupations permanentes des élites face à tout mouvement qui pourrait évoluer vers des « révolutions de couleur ».

Les États centre-asiatiques peinent à consolider leur statut d'État-nation. Ainsi, les autorités politiques restent particulièrement prudentes vis-à-vis de toute modification des équilibres qui pourrait remettre en cause la stabilité des régimes. Ainsi, les contraintes de souveraineté économique, souveraineté acquise de haute lutte lors de la désintégration du modèle planifié soviétique, freinent l'établissement de coopérations transfrontalières. Pour autant, l'intégration de cette région est indispensable au développement d'un espace en crise économique systémique. Dans ce contexte, la lutte contre les contestations sociales ou le terrorisme islamique maintient ces États dans la dépendance de la Russie et de la Chine, qui leur apparaissent comme les seuls pourvoyeurs de sécurité fiables et complaisants. Pour autant, ces contestations sont principalement une dénonciation de la situation de détresse sociale de populations qui deviennent réceptives à l'idéologie des grands courants du Djihad global<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Sur ce sujet, voir FACON Isabelle, *L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe*, Paris, FRS, 2008, 35 pages.

<sup>9</sup> KARIN Erlan, *L'Asie centrale à l'épreuve de l'islam radical*, Russie.Nei.Visions, n° 98, I, février 2017, p. 12.

Pour répondre à la question posée, ce travail se propose donc en premier lieu d'analyser le contexte géographique et historique des États d'Asie centrale afin de présenter le caractère incontournable des mécanismes de coopération et d'en préciser les implications militaires. Dans un deuxième temps, il mettra en lumière les rivalités géopolitiques et géoéconomiques qui constituent un frein à leur mise en place. Enfin, il développera les enjeux identitaires et sécuritaires conduisant les États à adopter une réponse politique fortement appuyée par les partenaires russes et chinois, notamment dans le cadre des organisations de sécurité collective, mais qui est inadaptée et qui hypothèque toute perspective d'intégration régionale.



## 1. DES ATOUTS : UN CONTEXTE PROPICE AU DEVELOPPEMENT DES COOPERATIONS.

### 1.1. L'enclavement : élément géographique majeur en faveur d'une intégration régionale.

Le premier facteur plaidant pour la mise en place de coopérations régionales est un facteur géographique. Il s'agit de son enclavement. En effet, cette zone tampon coincée entre les continents européen et asiatique ne dispose pas d'accès aux mers libres<sup>10</sup>. La mer Caspienne, bien que reliée à la mer Noire par les canaux Volga-Don, n'est, en effet, pas une mer ouverte mais une mer intérieure. Son statut alimente d'ailleurs, depuis 1992, des négociations entre pays riverains, sous tendues par des enjeux d'exploitation des hydrocarbures off-shore<sup>11</sup>. Pour le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan il s'agirait d'une mer fermée. Pour l'Iran et la Russie, il s'agirait, au sens du « droit de la mer de 1982 » d'un lac. D'un point de vue géographique il s'agit d'un lac endoréique alimenté par les bassins de la Volga et de l'Oural.

Cet espace enclavé reste pour le moment à l'écart des grandes routes économiques. Pour l'Ouzbékistan, la situation est encore plus délicate car aucune de ses frontières ne débouche sur un pays disposant d'un accès à la mer : il est en situation de double enclavement. L'ancrage de l'Asie centrale dans la mondialisation ne peut donc passer que par le développement de grands projets d'infrastructure et cet enclavement limite les perspectives de développement car il a un coût économique. Au moment des indépendances, cette situation apparaît comme nouvelle car le coût du désenclavement était pris en compte par le régime soviétique. Gael Raballand parle ainsi de « *néo-enclavement* ». Cette caractéristique géographique est de nature à favoriser le développement des infrastructures de transport et la simplification des formalités douanières avec la Russie, la Chine et les pays qui ont des frontières avec ces derniers : – le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan -.

À ce titre, le Kazakhstan a mené, grâce à l'impulsion du président Nazarbaev, une politique « multi-vectorielle » de désenclavement et s'est inséré avec succès dans le concert des nations. Préservant ses relations avec la Russie et s'ouvrant à la Chine, Astana signe une multitude de traités (Document de Vienne, Régime de contrôle de la technologie de missiles, Accords de dénucléarisation...) et intègre un grand nombre d'organisations internationales (Organisation des

<sup>10</sup> FOURNIAU Vincent, 2006, p. 3. Voir annexe 3, carte1.

<sup>11</sup> REKACEWICZ Philippe, « La Caspienne est-elle une mer ou un lac ? », *Visionscarto*, aout 2016.  
DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, 2003. pp.187-192

Nations Unies, Organisation du Traité de Sécurité Collective, Organisation de Coopération de Shanghai, ...). Les décisions politiques actuelles poursuivent cette dynamique qui a permis : une forte croissance économique de 10% par an jusqu'à la crise de 2008, une stabilisation par la croissance, un ancrage dans la modernité et une insertion dans les échanges internationaux et l'économie mondiale<sup>12</sup>. Ces décisions, qui reposent sur la « Stratégie 2050 - 100 mesures concrètes »<sup>13</sup>, sont destinées à poursuivre le concept de « modernisation 3.0 – capacité concurrentielle globale »<sup>14</sup>. Il s'agit de développer une société numérique, de conduire la rénovation de l'outil industriel et d'engager des grands travaux dans les infrastructures de transport. Ainsi, ALSTOM construit, en partenariat avec les chemins de fers du Kazakhstan et la société russe TransMashHolding, des locomotives<sup>15</sup>. Le Kazakhstan mise donc sur sa géographie enclavée, mais au centre du continent eurasiatique, pour se positionner comme hub logistique et centre de transit entre Europe et Asie.

### *1.2. L'héritage soviétique : des interdépendances qui perdurent.*

L'histoire commune des républiques d'Asie centrale pendant la période tsariste, puis soviétique, favorise leur intégration régionale. Ces États ont des territoires imbriqués, une très forte diversité ethnique et des configurations territoriales complexes. Ils ont donc développé une forte mobilité de travail, renforcée par des échanges transfrontaliers indispensables à la satisfaction des besoins économiques.

Dans un premier temps, la répartition humaine héritée de la période soviétique entretient des mécanismes de mobilité et d'interdépendance. Les États ont une répartition urbaine très dense à leur périphérie, en zone frontalière. Cette spécificité est liée à l'histoire de la colonisation russe. Les populations ont été progressivement fixées le long des frontières de la colonisation. Les forts cosaques de la ligne amère sont ainsi devenus de petites bourgades coloniales, puis ces centres se sont densifiés lors de l'industrialisation soviétique<sup>16</sup>. Cet agencement fait de zones centrales vides et

---

<sup>12</sup> Données site ambassade de France au Kazakhstan 2017.

<sup>13</sup> Voir : <https://strategy2050.kz/ru/multilanguage>

<sup>14</sup> Voir allocution du président Nazarbaev :

[http://www.akorda.kz/ru/addresses/addresses\\_of\\_president/poslanie-prezidenta-respubliki-kazahstannazarbaeva-narodu-kazahstana-31-yanvary-2017-g](http://www.akorda.kz/ru/addresses/addresses_of_president/poslanie-prezidenta-respubliki-kazahstannazarbaeva-narodu-kazahstana-31-yanvary-2017-g)

<sup>15</sup> Voir :

<http://www.alstom.com/fr/press-centre-francais/2016/2/alstom-detient-desormais-50-dekz-au-kazakhstan>  
et <http://www.usinenouvelle.com/article/comment-alstom-devient-kazakh.N187571>

<sup>16</sup> MAMADAEV I. A., *La Russie et l'Asie centrale. Particularités du système administratif colonial de direction dans la deuxième moitié du 19ème siècle et le début du 20ème*, Khoudjand, NOSHIR, 2013, pp. 54, 55, 57.

ROUX Jean-Paul, *L'Asie centrale. Histoire et civilisations*, Paris, Fayard, 2007, p. 406.

POUJOL Catherine, « Limites spatiales, frontières sociales : du visible à l'invisible dans l'espace géographique,

de zones périphériques densément peuplées confère à ces républiques un aspect que l'on pourrait qualifier d'« État-bracelet » où les échanges transfrontaliers sont facilités par cet agencement urbain. A titre d'exemple, la banlieue de Tachkent, capitale ouzbèke, se trouve en territoire kazakh<sup>17</sup>.

Dans cette perspective, les frontières s'avèrent poreuses et les politiques frontalières inadaptées et peu efficaces. Les itinéraires détournés et la corruption permettent les franchissements illicites et autorisent tout autant les petites mobilités économiques<sup>18</sup> que des trafics plus importants<sup>19</sup>. En 2006, 24% des opiacés produits en Afghanistan transitaient en Asie centrale<sup>20</sup>. En conséquence, cette situation milite pour la mise en place de coopérations frontalières du fait de l'imbrication des intérêts économiques et sécuritaires et de l'insuffisance des moyens financiers mis en œuvre. En outre, chaque pays d'Asie centrale comporte des minorités issues des « peuples titulaires » voisins. Ainsi, en 2007, selon l'Agence statistique du Kazakhstan, le nord du Kazakhstan comptait de 35 à 50% de Russes<sup>21</sup>. Plus au sud, la vallée de Ferghana a une extraordinaire complexité ethnique. Cette diversité, conséquence des découpages territoriaux et de la politique des nationalités de la période soviétique, favorise le développement de réseaux commerciaux transfrontaliers sur la base de solidarités ethniques<sup>22</sup>. Confrontées à une situation de crise économique et de détérioration des conditions de vie, les populations centre asiatiques se sont adaptées en développant des pratiques informelles de commerce de valise<sup>23</sup>. Les navetteurs se sont rendus en Turquie et en Iran dès 1990. Par la suite, les échanges commerciaux avec la Chine via la zone franche de Khorgos, ont connu une croissance très importante. Cette route commerciale vers la

---

économique et social de l'Asie centrale contemporaine », *DIOGENE*, 2014/2, Paris, PUF, 2014, pp. 76,98.

LARUELLE Marlène, « Aperçu de la colonisation russe des steppes kazakhes », *Cahiers d'Asie centrale*, 2014/23, p.153.

<sup>17</sup> Voir annexe 3, carte 5.

<sup>18</sup> THOREZ Julien, « Bazzars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et « mondialisation par le bas » », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 24, No.3, 2008, pp.188, 189.

<sup>19</sup> GORSHENINA Svetlana, *Asie centrale, L'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris, CNRS Editions, 2012, p. 318.

OLCOTT Brill Martha, UDALOVA Natalia, « Drug Trafficking on the Great Silk Road : The Security Environment in Central Asia », *Carnegie Endowment for International Peace*, n° 11, mars 2000. p. 39

HOHMANN Sophie, « Le narcotraffic en Asie centrale : enjeux géopolitiques et répercussions sociales », *La revue internationale et stratégie*, n°64, 2007, p. 112. Voir Annexe 3, carte 12.

<sup>20</sup> HAYDER Mili, « L'Asie centrale, plaque tournante du trafic de drogue », *Le Courrier des pays de l'Est*, N° 1057, La Documentation française, 2006, p. 32. Voir Annexe 3, carte 12.

<sup>21</sup> LERMERCIER-QUELQUEJAY Chantal, LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, « Les Russes du Kazakhstan. Identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique », *Cahiers du monde russe*, n°45, 2004. Voir annexe 3, carte 10 et 11.

SEYS François-Olivier, « Les dynamiques démographiques au Kazakhstan, un modèle spécifique depuis l'indépendance », *Espace populations sociétés*, 2009.

<sup>22</sup> Voir annexe 3, carte 4 et 7.

<sup>23</sup> Pour la description d'un phénomène identique de commerce de valise vers l'Europe de l'Ouest et la Chine, voir TINGUY Anne (de), *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 2004, pp. 127-131 et p. 423.

Chine est devenue un des principaux axes qui approvisionnent les grands marchés de Bichkek, Almaty, Kara-Suu et Tachkent<sup>24</sup>. Ce commerce informel constituait, en 2008, le principal vecteur de l'intégration économique de la région<sup>25</sup>. Cette situation perdure encore aujourd'hui.

Par ailleurs, ces pays connaissent des interdépendances liées aux discontinuités territoriales saisonnières. En effet, l'hiver les axes de montagne sont coupés et ne permettent pas de passer d'une région à l'autre en restant sur des itinéraires purement nationaux. Il faut utiliser les routes de fond de vallée qui nécessitent des franchissements frontaliers. À titre d'exemple, le Tadjikistan et le Kirghizistan subissent des enclavements saisonniers car les cols d'Anzob – route entre Douchanbé et Khodjent – et de Haburabad – entre Douchanbé et Khorog – ne sont plus ouverts durant la saison froide<sup>26</sup>. D'autre part, la région fait l'objet de forts courants migratoires internes ou vers la Fédération de Russie. Ainsi, depuis 2000, le Kazakhstan, qui bénéficie d'un niveau de vie plus élevé, attire annuellement plus d'un million de migrants issus des républiques voisines<sup>27</sup>. Au moins trois millions de Tadjiks, Kirghizes et Ouzbèkes travailleraient de manière saisonnière en Russie. 20% des citoyens ouzbékistanais et 50% des tadjikistanais travaillent à l'étranger<sup>28</sup>. Ces mobilités de travail sont facilitées par l'absence de visas pour les ressortissants d'Asie centrale vers la Russie. Aujourd'hui, seule une licence est nécessaire pour être en règle vis-à-vis des services russes d'immigration. Ce sujet fait l'objet de tractations récurrentes entre les autorités russes et centre asiatiques afin de préserver les accords de circulation des personnes<sup>29</sup>. Ces migrants constituent en effet à la fois une source de devises importantes pour des pays en crise économique endémique et une cible récurrente des mouvances xénophobes russes<sup>30</sup>.

De plus, les interdépendances liées aux héritages soviétiques sont particulièrement présentes dans le domaine des infrastructures et des réseaux de transport. Dans le cas des réseaux ferrés, les voies ont été rapidement nationalisées, mais l'entretien de ces derniers ou l'exploitation des

---

<sup>24</sup> NASRITDINOV Emil, O'CONNOR Kevin, *Regional Change in Kyrgyzstan, Bazaars, Cross-Border Trade and Social Networks*, Saarbrücken, LAP LAMBERT, 2010, pp. 57-60. Voir annexe 3, carte 12.

<sup>25</sup> THOREZ Julien, 2008, p.189.

<sup>26</sup> THOREZ Julien, « La construction nationale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *FLUX*, n°70, 2007, p. 3.

<sup>27</sup> SADOVSKAYA Elena, « Migration de la main d'œuvre en Asie centrale », *Communauté de sécurité*, numéro 1/2016, OSCE, 2016.

<sup>28</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 28.

LARUELLE Marlène, « Le nouveau rôle de la Russie en Asie centrale : les migrations de travail des Centre-Asiatiques vers la Fédération russe », *La revue internationale et stratégique*, Paris, IRIS, n°64, 2006, pp. 133-141.

<sup>29</sup> GENTE Régis, « La Russie s'enrhume, les migrants d'Asie centrale toussent », *ASIALYST*, 2015.

BALCI Bayram, « Union économique eurasiennne : vers un retour de Moscou en Asie centrale ? », *CERI*, 2015, p. 2.

<sup>30</sup> SINELCHCHIKOVA Ekaterina, « Comment évolue l'attitude des Russes envers les migrants ? », *Russia Beyond*, mai 2017.

équipements mobiles font l'objet d'accords de coopération. Dans le domaine des hydrocarbures, des coopérations ont été mises en place entre pays producteurs (Turkménistan et Kazakhstan), pays de transit (Ouzbékistan) et pays consommateurs<sup>31</sup>. Le réseau de 5 pipelines issus de la période soviétique et contrôlé par Gazprom a été étendu à de nouveaux acteurs. Ainsi, en 2007, Pékin a initié, en coopération avec des entreprises kazakhes et ouzbèkes, la construction d'un gazoduc de 7 000 km vers la Chine. Actif depuis 2009, il a coûté 10 milliards de dollars et permettra de livrer 30 milliards de m<sup>3</sup> /an pendant 30 ans<sup>32</sup>. Par ailleurs, de nombreux accords douaniers ont été mis en place, notamment, pour assurer le paiement des droits de transit liés au transport de passagers, de fret ou d'hydrocarbures.

Par ailleurs, à l'aune des enjeux écologiques, les indépendances font apparaître des interdépendances nouvelles. La zone a été dévastée par une exploitation soviétique anarchique. Les montants à mettre en œuvre pour préserver l'environnement sont hors de portée des capacités financières propres à chacune des républiques et justifient la mise en place de projets communs<sup>33</sup>. En effet, les zones minières du Kazakhstan sont l'objet d'une pollution atmosphérique, doublée dans la zone du polygone nucléaire de Semipalatinsk d'une très forte contamination des sols. En outre, les fleuves ou les grands lacs (tous endoréiques) sont contaminés par les fertilisants ou par les rejets industriels. De plus, les activités pétrolières en Caspienne, en particulier à proximité du gisement de Katchagan, menacent les écosystèmes<sup>34</sup>.

### *1.3. Une multiplicité d'organisations de coopération régionale*

Le troisième facteur d'intégration est celui de l'adhésion aux organisations régionales. Dans le sillage des indépendances, les États ont, en parallèle, adhéré à des organisations internationales, et à des organisations de coopération régionale. Il s'agissait de favoriser le règlement des questions frontalières, de renouveler les relations entre anciens pays soviétiques, d'établir des partenariats avec les pays riverains ou d'harmoniser les échanges, les infrastructures et les relations économiques<sup>35</sup>.

---

<sup>31</sup> APPERT Olivier, « Mer Caspienne : enjeux énergétiques et géopolitiques », *Politiques énergétiques*, mars 2017.

<sup>32</sup> KAMENKA Patrick, « La fin en douceur du système Niazov », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2008/1 (n° 1065), pp. 170-181.

<sup>33</sup> DUPONT Pierre-Emmanuel, « L'Ouzbékistan et les défis de la coopération environnementale en Asie centrale », *Diploweb*, mai 2015. Voir Annexe 3, carte 17.

<sup>34</sup> SIONNEAU Bernard, "Le projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale", *Stratégique*, 77, janvier 2000.

<sup>35</sup> DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, 2003, p. 154. Voir annexe 3, carte 14  
NIZAMIEV Abdurašit, « Amélioration de la politique de l'eau en Asie centrale », *Cahiers d'Asie centrale*, 25 | 2015, pp.179-193.

Certaines de ces organisations ont pour but le maintien des relations avec la Russie : il s'agit de la Communauté des États Indépendants (CEI), de l'Organisation du Traité de Défense Collective (ODKB) et de l'Union Économique Eurasiatique (UEEA). La Communauté des États indépendants (CEI), bien que destinée à statuer sur les conditions du démantèlement de l'URSS plus qu'à maintenir des coopérations politiques et économique, fut néanmoins ralliée en 1991. Toutefois, la position dominante de la Russie a conduit à une inertie de son fonctionnement. Cette adhésion à la CEI fut suivie, en 1992 à Tachkent, par le Traité de sécurité collective (ODKB), lequel a pour but de développer un outil « régional » de sécurisation des frontières et de lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. Il fut complété, en 1993, par un mémorandum sur la coopération en matière de protection des frontières extérieures de la CEI. Dans ce contexte, l'Union Économique Eurasiatique, projet économique initié par Vladimir Poutine en 2011, cherche à renouveler le cadre de la CEI pour de poursuivre l'intégration économique par une libre circulation des produits, des capitaux et de la main d'œuvre. L'UEEA regroupe aujourd'hui la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie et le Kirghizistan. Le Tadjikistan a déclaré son intention de rejoindre l'Union en 2017 mais, en l'état, la Russie ne souhaite pas soutenir cette démarche qu'elle devrait appuyer par une ressource financière dont elle ne dispose pas<sup>36</sup>.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), recherche, quant à elle, le développement de coopérations avec la Chine. Le Groupe de Shanghai, créé en 1996, pour démilitariser les frontières sino-soviétiques et délimiter celles avec les nouveaux pays indépendants devient, en 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai. Elle regroupe aujourd'hui la Chine, la Russie et les pays d'Asie centrale (Turkménistan exclu). Si la coopération militaire y reste marginale compte-tenu de la prédominance de l'ODKB, la composante économique et énergétique de cette organisation est une réelle réussite. Cette dernière vise l'établissement « d'un corridor de transport entre la Chine et la mer Caspienne, des accords d'exportation de l'énergie électrique et le développement du transit des hydrocarbures »<sup>37</sup>. Dans ce contexte, les États centre asiatiques cherchent néanmoins à développer des relations avec d'autres pays, notamment occidentaux, afin de contrebalancer l'influence de Moscou et de Pékin.

En 1992, la totalité des États d'Asie centrale rejoint le projet iranien d'*Economic Coopération Organisation* (ECO) qui compte déjà le Pakistan, la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Afghanistan. Cette

---

<sup>36</sup> ROUSSELOT Helene, « Tadjikistan : vers une adhésion à l'Union eurasiatique économique ? », *Blog Un Abc de l'Asie centrale*, 2017.

<sup>37</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, 2010, p. 51.

organisation a vocation à promouvoir le développement économique par des coopérations dans les transports, les communications, le commerce, l'investissement et les flux énergétiques. Sous l'égide de cette organisation, le Turkménistan, pourtant engagé dans une politique de neutralité et d'isolationnisme, parvient à une régularisation rapide de ses frontières terrestres avec l'Iran. Il met en place deux zones franches, des procédures de visas simplifiées et des liaisons ferrées entre Tedjen, Serakhs et Machad<sup>38</sup>. Néanmoins, en raison de la divergence de systèmes politiques et de la similarité des structures de productions des États membres<sup>39</sup> (notamment coton et hydrocarbures), les résultats de cette organisation restent limités<sup>40</sup>.

L'Organisation de coopération centrasiatique (CACO) formalisée sous sa structure actuelle en 2001, trouve ses racines dans la création d'une zone économique commune entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan en 1994. Elle regroupe les pays de la région à l'exception du Turkménistan. La Russie y est associée en qualité d'observateur. Ses objectifs sont de favoriser l'intégration économique par une zone de libre-échange, la modernisation des infrastructures de transport et une utilisation concertée des ressources hydriques. Néanmoins, ses résultats sont peu significatifs en raison de difficultés persistantes (barrières tarifaires, tarifs élevés pour les transports routiers et ferroviaires, absence de mécanisme de règlement des conflits commerciaux.). Cette situation pourrait être expliquée par la concurrence de l'Union douanière eurasienne en 1991, puis de l'Union Économique Eurasiatique. Compte-tenu de leur situation de concurrence économique et d'enjeux en termes de reconstruction de leur identité nationale, la réelle volonté des États semble donc très relative.

Par ailleurs, l'Union européenne participe au travers des programmes *Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States* (TACIS) et Instrument de Coopération au Développement (DCI) au développement des coopérations régionales grâce à l'amélioration des infrastructures de transport – *Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia* (TRACECA) -, la gestion de l'eau et des frontières - *Border Management in Central Asia* (BOMCA) – et la lutte contre le trafic de drogue – *Central Asia Drug Action Programm* (CADAP)<sup>41</sup>. Ces programmes ont néanmoins une efficacité contestée compte-tenu de la réticence des pays à engager des transitions politiques et de leurs

---

<sup>38</sup> POUJOL Catherine, *L'islam en Asie centrale, vers la nouvelle donne*, Paris, Ellipses, 2001, p. 33.

<sup>39</sup> DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, 2003, pp. 164-167.

<sup>40</sup> Voir les tests de transport par voie ferrée effectués en 2002 sur la ligne Almaty-Tachkent, Turkmenabad, Téhéran, Istanbul. DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, 2003, p. 167.

<sup>41</sup> 100 millions d'euros entre 2007 et 2011 au titre du DCI.

difficultés à travailler ensemble<sup>42</sup>. Soutenus par les États-Unis, les Européens avancent, en outre, le projet Nabucco, concurrent du gazoduc russe South Stream à destination de l'Europe. Ce projet qui compte six partenaires a pour but de relier les champs kazakhs et turkmènes. Il permettrait un contournement des voies russes sur 3 400 km par la Caspienne. Transitant en Azerbaïdjan, Turquie, Bulgarie et Roumanie, il se terminerait en Autriche<sup>43</sup>. Néanmoins, ce projet souffre d'incertitudes concernant la capacité du Turkménistan à s'engager sur des volumes de livraison. En effet, depuis les premières démarches initiées en 2002, ce dernier a réorienté ses livraisons, notamment vers la Chine et l'Iran.

Toutes ces tentatives de coopération régionale tendent à nuancer le discours de Vladimir Poutine publié le 3 octobre 2011 dans *Izvestia*<sup>44</sup>. Commentant le projet de création de l'UEEA, le président de la Fédération de Russie, avait insisté sur le fait que la démarcation des frontières entre la Russie et le Kazakhstan n'était plus nécessaire du fait des progrès de l'intégration douanière. En effet, en dépit de tous les facteurs favorables détaillés ci-dessus, les progrès de l'intégration régionale semblent timides : le Turkménistan et l'Ouzbékistan maintiennent leur refus d'adhérer à l'UEEA et la CACO, pourtant initiée par les pays de la région n'a jamais connu une réalité dépassant les postures politiques. Dans ce contexte, il convient de mettre en lumière les facteurs conduisant à cette situation paradoxale.

---

<sup>42</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, 2010, p. 94.

<sup>43</sup> KAMENKA Patrick, 2008, pp. 170-181.

<sup>44</sup> POUTINE V., « Nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie – un futur qui commence aujourd'hui », *Izvestia*, 2011.

## 2. DES OBSTACLES : UNE PERSISTANCE DE RIVALITES GEOPOLITIQUES ET GÉOÉCONOMIQUES DANS UN CONTEXTE SÉCURITAIRE DEGRADÉ

### 2.1. Le « Grand jeu » des puissances mondiales

Un des principaux obstacles au développement de coopérations transnationales réside dans le jeu géopolitique des grandes puissances. Elles marginalisent les projets d'intégration régionale où elles entrent en concurrence afin de développer des relations bilatérales plus favorables à l'exercice de leur influence et à la satisfaction de leurs intérêts sécuritaires, économiques ou énergétiques. En outre, aucune de ces puissances ne prend réellement en compte les besoins de modernisation économique des infrastructures de production de ces pays

#### A. La Russie

Portée par un désir d'ancrage européen, la Russie s'est profondément désintéressée à la région pendant les dix premières années qui ont suivi la dissolution de l'URSS. En effet, la CEI issue de l'accord de Minsk, conclu le 8 décembre 1991 entre les entités européennes de l'Union (Russie, Biélorussie, Ukraine), vise en premier lieu à établir les conditions de la séparation des républiques. Cet accord a suscité de vives critiques. Les dirigeants centraux asiatiques l'ont qualifié de « fait accompli », et d'« insulte à la dignité nationale des républiques asiatiques ». Ce n'est qu'avec l'accord d'Alma-Ata, le 21 décembre 1991, que les mécanismes de coopération ont été préservés<sup>45</sup>. Ce désintérêt pour la région fut particulièrement sensible pour les russes ethniques présents dans la région. Confrontés à l'incertitude économique et à une appréhension de l'avenir dans un espace politique et social en mutation, ces derniers furent tentés par une migration vers la Russie<sup>46</sup>. À l'échelle du Kazakhstan, un tiers des russes ethniques, qui constituaient 40% de la population, ont quitté le pays entre 1989 et 1999<sup>47</sup>. Les centres urbains de la région des Terres vierges ont été en partie abandonnés<sup>48</sup>. Néanmoins ces migrations furent exécutées dans des conditions peu propices à une insertion rapide en Russie, laquelle ne disposait ni de la ressource budgétaire, ni de l'arsenal

---

<sup>45</sup> YAKEMTCHOUK Romain, « La Communauté des États Indépendants », *Annuaire Français de Droit International*, CNRS Editions, 1995, pp. 246-249.

<sup>46</sup> PEYROUSE Sébastien, « Les Anciens colons sur le départ. Les migrations des populations russophones » p. 22, in LARUELLE Marlène (dir), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Petra, 2010, 320 pages.

<sup>47</sup> Données Démoscope 2017.

<sup>48</sup> THOREZ Julien, « Ailleurs, c'est toujours mieux », *EchoGéo*, 2009.

législatif pour les accueillir<sup>49</sup>. Ce désengagement de la région fut même perceptible dans le secteur spatial. En effet, le président Eltsine initia la construction d'un cosmodrome en Extrême orient, à Plesetsk, sur l'ancien site de missile *Svobony* 18. La construction de ce site a été achevée en 2017<sup>50</sup>. Il s'agit de transférer progressivement l'activité du site de Baïkonour – loué au Kazakhstan pour 115 millions de dollars/an jusqu'en 2050 -.

À compter du début des années 2000, confronté à l'augmentation de la présence américaine, le président Poutine engage un retour dans la région. La Russie retrouve donc progressivement les leviers de son influence en Asie centrale. Le premier levier de cette influence est constitué par la « politique des compatriotes ». Il vise à développer le concept de *Monde russe* – « Russkiy mir » - comme élément central du *soft power* de la Fédération de Russie<sup>51</sup>. Cependant, il est peu opérant. Cette population enracinée dans les républiques centre asiatiques est peu perméable à son instrumentalisation par Moscou<sup>52</sup>: La Russie n'y est pas perçue comme la « mère Patrie » mais la terre des ancêtres<sup>53</sup>. Néanmoins, des organisations politiques communautaires se sont formées (le *Lad*, la *Rousskaya obchina* et des associations de Cosaques au Kazakhstan). Elles cherchent à préserver la visibilité de l'identité russe au sein de républiques qui redéfinissent leur politique mémorielle et leur identité nationale<sup>54</sup>. Dans ce contexte, le Kremlin s'appuie essentiellement sur son poids économique encore prépondérant<sup>55</sup>, sa coopération dans le domaine militaire, le maintien d'une « complaisance » vis-à-vis des régimes autoritaires<sup>56</sup> et les pressions dans le domaine énergétique. Dans cette perspective, l'UEEA constitue bien une tentative de Moscou visant à maintenir les républiques dans un système normatif et contraignant. Au plan bilatéral, cette influence économique se cantonne toutefois à des coopérations limitées : projets hydroélectriques à Sangtuda (Tadjikistan), Kambarata (Kirghizistan), service de frets, entretien des infrastructures ferroviaires, coopérations interbancaires russo-kazakhes. Devant le manque de capitaux disponibles, certains projets comme le barrage de Rogun au Tadjikistan peinent à trouver une issue.

---

<sup>49</sup> PEYROUSE Sébastien, 2010, p.44

<sup>50</sup> Site ambassade de France en Russie. <https://ru.ambafrance.org/Point-sur-Vostochny-a-4-mois-du-premier-lancement-FACON> Isabelle, « Le spatial russe : implications nationales et internationales d'une apparente remontée en puissance », *FRS*, 2006, p. 12-20.

<sup>51</sup> SOUSLOV Mikhaïl, « Le Monde russe : la politique de la Russie envers sa diaspora », *Russie.Nei.Visions*, n°103, IFRI, juillet 2017, p.24.

<sup>52</sup> 66% sont nés dans la République et 37% s'y résident depuis plus de 20 ans. LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, 2004, p. 20.

<sup>53</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, 2004, p. 145.

<sup>54</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, 2004, pp.74-93

<sup>55</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, 2010, p. 34

<sup>56</sup> PEYROUSE Sébastien, « Le tournant ouzbek de 2005. Eléments d'interprétation de l'insurrection d'Andijan », *La Revue internationale et stratégique*, n°64, 2006, pp. 78-87.

Comme la pérennité de cette dimension économique a un caractère incertain compte-tenu du dynamisme chinois, la Russie cherche à se positionner en tant que principal fournisseur de sécurité dans la région<sup>57</sup>. La sécurité y est envisagée par le maintien de liens au sein de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), garant d'une convergence des modes d'action, des structures et des équipements des forces armées des républiques. Cet élément fut réaffirmé lors de la présidence kazakhstanaise de l'Organisation, en 2005 : « la situation actuelle nous impose un renforcement de notre cohésion et de la coordination de nos efforts pour assurer la stabilité et la sécurité »<sup>58</sup>. La coopération militaire bilatérale est particulièrement solide. À-titre d'exemple, en 2017, 200 cadres ont été formés dans les écoles militaires russes. Les forces armées des pays de la région sont dotées presque quasi exclusivement de matériel russe et continuent à en acquérir. Si les volumes sont conséquents, les parcs sont hétérogènes et la disponibilité opérationnelle est faible. Néanmoins, la Russie n'est pas perçue comme un partenaire fiable et équilibré. Cette défiance a été renforcée depuis l'annexion de la Crimée. Cela explique la relative inertie de l'UEEA et la volonté des républiques de ne pas rester enfermées dans une relation bilatérale trop étriquée.

## B. La Chine :

Avec l'effondrement de l'URSS, Pékin a envisagé un retour dans l'espace centre asiatique, espace dont elle avait été absente depuis la défaite face au gouverneur arabe Abû Muslim à Talas en 751<sup>59</sup>. La présence chinoise dans l'Asie centrale post-soviétique a été portée par des impératifs de plusieurs ordres. En premier lieu, il s'agissait de mettre en place une « politique du pourtour » afin de stabiliser la périphérie du Xinyang. En effet, cette province composée à 50% de peuples turciques islamisés connaît régulièrement des périodes d'agitation<sup>60</sup>. Ainsi, après avoir normalisé les tracés frontaliers avec ses voisins, Pékin a rapidement envisagé de relancer les projets d'infrastructure pour promouvoir les échanges économiques. Néanmoins, cette ouverture économique, qui favorisait les mobilités transfrontalières, notamment au sein du groupe ethnique ouïgour, a nécessité, au milieu des années 90, des mécanismes de coopération pour s'assurer de la participation des républiques voisines dans la lutte contre les mouvements autonomistes ouïgours. Avec la création du groupe de Shanghai, Pékin a cherché à gagner en efficacité dans la lutte contre les 3 *poisons* : terrorisme, séparatisme et extrémisme. Le volet de la coopération militaire antiterroriste de l'OCS fut alors

---

<sup>57</sup> KARIN Erlan, 2017, p.9.

<sup>58</sup> Propos du Président Nazarbaev, le 5 juin 2005 à l'occasion du sommet de l'OTSC.

<sup>59</sup> KLASHTORNYI Serguei (traduction de Alié Akimova), « Les Samanides et les Karakhanides : une étape initiale de la géopolitique impériale », *Cahiers d'Asie centrale*, 9/2001, p. 37.

<sup>60</sup> NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie centrale », *Perspectives chinoises*, 2006. pp. 5 - 21. Voir annexe 3, carte 15.

renforcé pour éviter une contamination. Par ailleurs, la Chine a formé tous les ans une soixantaine de militaires kazakhstaniens.

Dans un deuxième temps, à compter du début des années 2000, la région fut envisagée par Pékin comme un espace lui permettant de développer de nouvelles routes économiques et de satisfaire son besoin croissant en hydrocarbures. Dans le milieu des années 2010, la Chine accentue sa présence et procède à des financements importants, notamment dans le domaine des infrastructures, valorisant ainsi la zone de libre-échange sino-kazakhe de Khorgos, créée en 2004. En moins de dix ans, la Chine est devenue le deuxième partenaire économique du Kazakhstan, multipliant les échanges par 17 entre 2000 et 2007. Ainsi, le dynamisme du soft power chinois ainsi que la politique d'investissements massifs constituent un réel succès<sup>61</sup>. Pékin semble avoir réussi à adopter une attitude rassurante, ce qui constituait l'« objectif et défi principal de la politique extérieure de la Chine »<sup>62</sup>. L'intérêt porté au développement des relations entre la Chine et l'Asie centrale est notamment attesté par la création d'instituts de sinologie dans les différentes républiques. Cet intérêt est amplifié par la conjoncture économique. En effet, la formation d'étudiants centres asiatiques en Chine est aujourd'hui moins onéreuse qu'aux États-Unis<sup>63</sup>. Le projet de « nouvelles routes de la soie », par sa capacité à relancer les mobilités ferroviaires à destination de la Chine, pourrait réactiver l'importance de la région au sens des théories de Mahan et de Mac Kinder. Cette zone de transit, qui a perdu de son importance suite à l'avènement des caravelles, pourrait retrouver son statut de *Heartland* ou de zone pivot.

Néanmoins, un sentiment de défiance face au « péril jaune » lié aux facteurs historique et démographique persiste<sup>64</sup>. Cette défiance est, par ailleurs, entretenue par le souvenir des pertes territoriales consenties par le Kazakhstan et le Kirghizistan lors des négociations sur les frontières qui se sont tenues dans le sillage des indépendances. Il faut toutefois préciser que, sur ce point, ce sont les élites nationales qui sont le plus durement critiquées<sup>65</sup>. La Chine s'impose donc par sa puissance économique. Au-delà des progrès obtenus dans le cadre de l'OCS, cette dernière lui permet de développer des relations bilatérales, plus à même de garantir ses intérêts économiques et stratégiques dans le domaine des hydrocarbures (gaz turkmène, pétrole kazakh) et des ressources hydriques. Il convient par exemple de mentionner que l'accord cadre sino-kazakh de 2001 ne

---

<sup>61</sup> IMANALIEV Muratbek, « China and Central Asia : Post Soviet Developments », *Valdai Discussion Club*, 2017

<sup>62</sup> GONGCHENG Zhao, « China : Periphery and strategy », *SIIS Journal*, vol.10, n°2, mai 2003, pp.24-33.

<sup>63</sup> IMANALIEV Muratbek, 2017

<sup>64</sup> KARIN Erlan, 2017, p.8.

<sup>65</sup> Propos recueillis par l'auteur au Kazakhstan en 2017 et au Kirghizistan en 2007.

mentionne rien de précis sur le volume des prélèvements dans les fleuves de l'Ili et de l'Irtych. Pourtant, compte-tenu des cubages nécessaires au développement du Xinjiang, ces ponctions font peser, pour le Kazakhstan, un risque hydrique comparable au désastre de la mer d'Aral<sup>66</sup>. Dans ce contexte, une trop forte présence de Pékin en Asie centrale pourrait mettre à l'épreuve le partenariat sino-russe actuel, basé sur une répartition tacite des responsabilités où la Russie serait en charge de la sécurité et la Chine du développement économique<sup>67</sup>.

### C. Les États-Unis sous la présidence de Donald Trump : un retrait de la région ?

La présence américaine dans la région a connu une intensité variable. Elle a commencé avec un appui aux opérations de démantèlement des armements nucléaires et chimiques présents au Kazakhstan. En effet, le 7 mai 1992, les Forces armées kazakhstanaïses furent constituées par la prise de responsabilité juridique sur les unités, les centres d'essais et les polygones d'entraînement anciennement soviétiques présents sur le territoire. Suite à l'adhésion au Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs (START I) en 1992 et au Traité de non-prolifération (TNP) en 1993, la destruction des moyens nucléaires et du polygone nucléaire de Semipalatinsk a nécessité un appui occidental<sup>68</sup>. Parallèlement, Washington a développé une coopération militaire plus approfondie avec Astana (programmes *Caspian guard* et Partenariat pour la Paix de l'OTAN en 1994) et Tachkent (retrait de l'ODKB en 1999)<sup>69</sup>. Au-delà d'une logique de *soft power*, la présence des États-Unis recherchait essentiellement la sécurisation de la Caspienne afin d'initier les projets de transit d'hydrocarbures évitant la Russie (pipeline BTC et gazoduc Bakou-Tbilissi-Ezerum)<sup>70</sup>.

Par la suite, elle a connu un âge d'or avec l'opération *Enduring Freedom*. Les États-Unis y déployèrent deux bases aériennes : une au Kirghizistan (Manas) et une en Ouzbékistan (Karchi-Khanabad). Néanmoins, lors des répressions sanglantes de la révolte d'Andijan en 2005, les vives critiques américaines ont induit une crispation des élites politiques régionales, sensibles au risque de « révolutions de couleurs », et provoqué un rapprochement vers Moscou, voisin aux positions plus conciliantes. Ces crispations ont été particulièrement sensibles compte-tenu de la politique de *regime change* engagée par Washington de 2001 à 2014.

---

<sup>66</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, 2010, pp. 45-47.

<sup>67</sup> Voir FACON Isabelle, 2008, p.30.

<sup>68</sup> Arsenal estimé à l'époque comme le quatrième potentiel mondial. SIONNEAU Bernard, 2000, p.8.

<sup>69</sup> Ce programme incluait la livraison de navires pour équiper les gardes côtes.

<sup>70</sup> REKACEWICZ Philippe, « Géopolitique des tubes en Asie centrale. », *Le Monde diplomatique*, 2011. Voir Annexe 3, carte 16.

Ainsi, cette période marque le début d'un recul de l'influence américaine, amplifié par la fin de la phase active des opérations militaires en Afghanistan, et le retour progressif de la Russie et de la Chine sur le terrain centre asiatique<sup>71</sup>. A l'heure actuelle, la région ne semble pas constituer une priorité pour le président Trump et les coopérations, notamment dans le domaine militaire, se limitent aux coopérations structurelles quinquennales (formations de cadres, exercices antiterroristes)<sup>72</sup>. A titre d'exemple, le Kazakhstan accueille l'exercice annuel *Steppe eagle* qui a pour but de permettre la montée en puissance de la brigade de maintien de la paix « KAZBRIG ». Ainsi, ces coopérations se révèlent limitées en regard de la participation de ces pays aux exercices de l'OTSC<sup>73</sup>. Cette situation est amplifiée par la politique d'*offshore balancing* qui concentre son attention sur les marges et notamment l'Iran.

#### D. La Turquie en Asie centrale : entre panturquisme et néo-ottomanisme.

Au-delà de ces trois grands acteurs, la Turquie déploie dans la région une présence qualifiée de « néo-ottomanisme ». Tirant ses racines du « panturquisme »<sup>74</sup>, ce retour a été initié sous l'œil bienveillant des États-Unis afin de contrer les influences russes et iraniennes<sup>75</sup>. Il s'est notamment appuyé sur l'Agence de coopération turcophone (TIKA) dès 1992. À ce moment, Ankara, persuadé du potentiel procuré par sa proximité culturelle avec les peuples turques et musulmans d'Asie centrale engage des projets de coopération tous azimuts. 500 accords bilatéraux ou multilatéraux et une aide financière de 1,7 milliard d'euros sont mis en place entre 1991 et 1996<sup>76</sup>. Le volet énergétique de cette coopération a été le plus développé. Il s'agissait à la fois de sécuriser ses approvisionnements énergétiques et de se positionner comme un pays de transit vers l'Europe. Elle s'est insérée dans les projets de gazoduc Transcaspienne -Turkménistan-Turquie - Europe et d'oléoduc BTC<sup>77</sup>. La Turquie a aussi envisagé d'exercer une influence par le biais de la dimension culturelle en développant une administration commune des cultures et arts turcs (TURKSOY) et en lançant une chaîne de télévision en langue turque (TURKSAT). Néanmoins, cette dimension a connu des résultats mitigés en raison de l'éloignement entre le turc et les langues turques<sup>78</sup>. Sur le

---

<sup>71</sup> KOSNAZAROV Daniyar, « C5+1 : Quel futur pour la politique américaine en Asie centrale ? », *Novastan*, 2016.

<sup>72</sup> KARIN Erlan, 2017, p.8.

<sup>73</sup> MAMADYAROV Iliyas, « Quel avenir pour l'Asie centrale avec Donald Trump ? », *Novastan*, 2017.

<sup>74</sup> CIBOULET Thomas, « L'Asie centrale, une région turque ? », *Novastan*, 2017.

<sup>75</sup> AKGÖNÜL Samir et DE TAPIA Stéphane, "Carte de Ralph Peters et réactions turques", *Diplomatie*, 36, janvier-février 2009, p. 58.

<sup>76</sup> JOANNIN Pascale, « La politique turque à l'égard de l'Asie centrale et du Caucase du sud », *Fondation Robert Schuman*, 2004.

<sup>77</sup> DEGER Lara, « Les relations énergétiques de la Turquie avec le Caucase et l'Asie centrale », *Club du millénaire*, 2010. Voir annexe 3, carte 16.

<sup>78</sup> JOANNIN Pascale, 2004, p.10.

plan des coopérations en matière d'éducation, la Turquie a favorisé l'accueil d'étudiants centre asiatiques et le réseau des écoles gülenistes, identifiées comme des établissements de qualité, s'est rapidement développé. Aujourd'hui, ce réseau focalise l'attention d'Ankara qui exerce de fortes pressions sur les autorités locales afin d'obtenir une interdiction de ce mouvement<sup>79</sup>.

Sur le plan de l'économie, la Turquie, qui fut la première destination pour les navetteurs centre asiatiques après les indépendances, est encore un partenaire important. En effet, en dépit d'une forte contraction des exportations, il est encore fréquent de rencontrer des affairistes dans les transports en communs qui desservent les villes de province<sup>80</sup>. Sur le plan de la coopération de sécurité et de défense, la Turquie participerait à la formation d'environ 300 officiers kazakhstaniens et produit, en joint-venture, des matériels blindés légers<sup>81</sup>. La Turquie n'a pas su développer une attitude équilibrée lui permettant de se positionner comme un acteur fédérateur apte à concilier ses intérêts géopolitiques et ceux des pays de la région<sup>82</sup>. Dans le contexte actuel, compte-tenu de son rapprochement de Moscou et de l'évolution de sa politique intérieure, les acteurs régionaux ne souhaitent pas s'afficher de manière trop proche avec un régime au comportement ambivalent. Ainsi, Ankara abriterait nombre de leurs ressortissants radicalisés au départ ou à destination des « terres de combat » et constitue, en outre, une plateforme pour des attaques en Europe ou aux États-Unis<sup>83</sup>.

## 2.2. Le « Petit jeu » des États de la région

Le deuxième obstacle aux coopérations transnationales en Asie centrale post-soviétique réside dans la difficulté rencontrée par les pays de la région à engager une transition économique. Cet espace était profondément intégré et basé sur des interdépendances difficilement compatibles avec les enjeux actuels d'affirmation de la souveraineté nationale et de maîtrise des ressources. À côté des facteurs géopolitiques régionaux décrits plus haut, il existe donc des facteurs géoéconomiques locaux.

---

<sup>79</sup> ENGOIAN Alda, « La Turquie pourchasse les adeptes de Gülen jusqu'au Turkménistan », *Courrier international*, 2016.

<sup>80</sup> Constatations réalisées par l'auteur en 2017.

<sup>81</sup> En 2005, Astana aurait signé un contrat d'équipement pour 900 millions de dollars. PREVOT Serge, « L'influence turque faiblit en Asie centrale », *Regards sur l'Est*, 2008.

<sup>82</sup> DEGER Lara, « Les relations énergétiques de la Turquie avec le Caucase et l'Asie centrale », *Club du millénaire*, 2010.

<sup>83</sup> GAUZERE David, « Les djihadistes centrasiatiques sur la ligne de front », *Novastan*, 2017.

## A. Le protectionnisme économique : « la forteresse ouzbèke »

L'intégration régionale a été ralentie par la mise en place d'une politique protectionniste en Ouzbékistan. En effet, après les indépendances, la région a connu une phase de grande ouverture et un essor des mobilités commerciales. Ainsi, dès 1990, profitant de l'établissement de liaisons ferroviaires et aériennes internationales avec la Turquie et l'Iran, les populations centre asiatiques ont développé des pratiques informelles de commerce de valise. Par la suite, les échanges commerciaux avec la Chine, transitant par le Kazakhstan, a irrigué les grands marchés de Bichkek, Almaty, Kara-Suu et Tachkent mais sont demeurés informels<sup>84</sup>. Ces flux furent particulièrement structurants sur le plan économique mais portaient des risques de déstabilisation économique. Ainsi, devant le déferlement de produits chinois, l'Ouzbékistan a mis en place des mesures protectionnistes interdisant l'importation directe et obérant toute possibilité d'intégration régionale approfondie<sup>85</sup>. Par ailleurs, ces flux transfrontaliers constituent un moyen de pression pour l'Ouzbékistan afin de faire valoir ses positions<sup>86</sup>. En effet, ce commerce perdure car il constitue une source d'approvisionnement essentielle pour la vie quotidienne des populations de la région. A titre d'exemple, en 1999, dans un contexte marqué par la guerre civile au Tadjikistan et par les prises d'otages au Kirghizistan, l'Ouzbékistan, reprochant à ses voisins un manque d'efficacité dans la lutte contre les groupuscules radicaux et constatant que « l'Ouzbékistan se trouve dans une région où le système de la sécurité collective n'est pas encore en place », a légitimé la fermeture unilatérale des frontières avec le Tadjikistan et le Kirghizstan, principaux points d'accès des marchandises chinoises<sup>87</sup>. Dans ce contexte tendu, il procède, en 2000, à des délimitations unilatérales en vallée de Ferghana - destruction de ponts, pose de barbelés et de champs de mines autour des enclaves de Sokh et de Shakhimardan -, au nord de Tachkent et à des fermetures récurrentes des postes frontière<sup>88</sup>. Cette instrumentalisation des frontières dans des perspectives de politique intérieure ou pour faire pression sur les voisins dépasse largement l'Ouzbékistan. À ce titre, le jeu des déclarations entre autorités kazakhes et kirghizes et les fermetures temporaires de frontières qui se

---

<sup>84</sup> NASRITDINOV Emil, O'CONNOR Kevin, 2010, pp. 57-60. Voir annexe 3, carte 12.

<sup>85</sup> NASRITDINOV Emil, O'CONNOR Kevin, 2010, p. 59.

<sup>86</sup> GONON Emmanuel et LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers l'Asie centrale », *Cahiers de géographie du Québec*, vol 47, n°132, 2003, p. 449.

CAGNAT René, « Asie centrale : nouvelles frontières vieilles pratiques », *Conférence à l'Ecole de management de Grenoble*, mars 2015.

<sup>87</sup> KARIMOV I., *L'Ouzbékistan à la veille du XXI siècle : les menaces à la sécurité, les conditions de la stabilité et les garanties du progrès*, Tachkent, Ouzbékistan, 1997, p. 12.

<sup>88</sup> DAMIANI Isabella, « Ferghana : les étapes d'une matérialisation frontalière entre intention et réalité », *L'Espace Politique*, 2013, p.6 et FOUCHER Michel, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2007, p. 139. Voir annexe 3, carte 9.

sont produites l'année dernière, en pleine campagne présidentielle kirghize sont symptomatiques<sup>89</sup>.

#### B. L'autonomie alimentaire : la fin du « blé contre coton ».

Pendant la période soviétique, l'activité agricole de cette région était spécialisée. Le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan produisaient essentiellement du coton, parfois au sein de kolkhozes répartis sur deux états, notamment en vallée de Ferghana. Les besoins en cultures vivrières étaient pris en compte, au sein de l'économie planifiée, par le Kazakhstan. Les indépendances ont mis fin à cette répartition et on assiste à un recul des productions de coton au profit de cultures vivrières dans le cadre d'une autosuffisance alimentaire accentuant la pression sur les terres et générant des tensions dans les régions frontalières kirghizo-tadjikes. En outre, le Kazakhstan privilégie la vente de ses produits céréaliers à des clients plus solvables que ses voisins Ouzbèkes ou Tadjiks<sup>90</sup>.

#### C. Les conflits de l'eau entre pays d'amont et pays d'aval : instrumentalisation du « don de Dieu »<sup>91</sup>.

Le régime soviétique avait mis en place une gestion commune de la production et de la livraison de l'électricité. Cependant les états nouvellement créés recherchent leur autonomie énergétique et instrumentalisent leurs livraisons. Ainsi, le Tadjikistan et le Kirghizistan confrontés à un manque d'électricité en dépit de centrales hydroélectriques implantées sur leur territoire mais desservant l'Ouzbékistan, recevaient, en compensation, des hydrocarbures Ouzbèkes<sup>92</sup>. Confrontés à une hausse du prix de l'énergie, les deux pays réduisent leurs lâchers en été pour économiser l'eau ou provoquent des lâchers importants en hiver pour produire de l'électricité pour leurs besoins propres<sup>93</sup>. Ces pratiques nuisent à l'agriculture dans les bassins ouzbèkes de l'Amou-Daria et du Syr-Daria<sup>94</sup>. En 2008, le président ouzbek s'est inquiété du risque de conflit inter étatique autour de cette question.

---

<sup>89</sup> CARCANAGUE Samuel, « Présidentielle au Kirghizstan : des élections faussement anecdotiques ? », *IRIS / Analyses*, 2017.

<sup>90</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, 2010, pp.127-131.

<sup>91</sup> Partout en Asie centrale, l'eau, considérée comme ressource divine, fait l'objet de tabous dans les croyances populaires.

<sup>92</sup> 90 % de l'eau au Turkménistan et au Kazakhstan arrive de l'extérieur. GONON Emmanuel et LASSERRE Frédéric, 2003, p. 446

<sup>93</sup> Janvier 2001 : lâcher d'eau au barrage kirghize de Totkogul. GONON Emmanuel et LASSERRE Frédéric, 2003, p. 446. Voir annexe 3, cartes 17 et 18.

<sup>94</sup> RABALLAND Gael, « L'eau en Asie centrale : entre dépendance régionale et vulnérabilités nationales », *Geoeconomie*, n°18, 2001, p. 127.



### **3. DES ENJEUX IDENTITAIRES ET SECURITAIRES PERSISTANTS QUI OBÈRENT TOUTE POSSIBILITE D'EVOLUTION RAPIDE DE LA SITUATION.**

#### *3.1. États nations, identité nationale et frontières multiples : freins à l'intégration régionale et amplificateurs de la crise économique.*

Les choix politiques réalisés lors des indépendances ont amplifié les antagonismes et fragilisé la cohérence économique de la région. En effet, en privilégiant une logique identitaire pour assurer la stabilité des régimes et la viabilité des républiques aux enveloppes territoriales encore fragiles, ces décisions ont consolidé le caractère d'État-nation des républiques et généré l'apparition de frontières multiples (politiques, sociales, ethniques et linguistiques). Ces dernières contribuent encore à freiner le développement économique de la région. Ainsi, la redéfinition de la citoyenneté suivant les principes soviétiques - la nationalité est relative à l'ethnie et la citoyenneté à l'état - a modifié les appartenances nationales. Elle a favorisé l'adoption de la citoyenneté du pays de résidence, au détriment de l'appartenance ethnique. Par ailleurs, de 1989 à 1999, dans un contexte de montée des revendications violentes de l'islam politique, la mise en place d'un régime de visas, pour des motifs de sécurité<sup>95</sup> ou de souveraineté a amplifié le cloisonnement régional en limitant les mobilités<sup>96</sup>.

Par ailleurs, la promotion des langues nationales<sup>97</sup> a généré des inégalités dans l'accès à la fonction publique en entraînant une exclusion des minorités<sup>98</sup>. Ces politiques ont exacerbé l'identité nationale et fragilisé les équilibres ethniques, notamment dans les enclaves de la vallée de Ferghana, où les fonctions sociales et économiques sont définies selon l'appartenance ethnique<sup>99</sup>. A ce titre, les oppositions entre agriculteurs et éleveurs ou entre éleveurs et marchands ont été amplifiées par les tensions liées à l'attribution des ressources en eau ou en pâturages<sup>100</sup>. Ces éléments sont particulièrement sensibles car ces frontières traversent des villes, des villages ou des maisons<sup>101</sup>.

---

<sup>95</sup> GORSHENINA S., 2012, p. 308

<sup>96</sup> DAMIANI Isabella, 2013, p.6. LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, 2010, pp. 210 -211. THOREZ Julien, 2011, p. 14 et CAGNAT René, 2015.

<sup>97</sup> THOREZ Julien, « La construction nationale de l'indépendance... », Op. cit, p. 8. et POUJOL Catherine, Le Kazakhstan, Paris, PUF, 2000, p. 117.

<sup>98</sup> BALCI Bayram, FERRANDO Olivier, « La situation des minorités en Asie centrale », *Club du Millénaire*, Sciencespo Lille, septembre 2011.

<sup>99</sup> DAMIANI Isabella, 2013, p.10 et THOREZ Julien, 2011, p. 19.

<sup>100</sup> 90 % de l'eau au Turkménistan et au Kazakhstan arrive de l'extérieur. GONON Emmanuel et LASSERRE Frédéric, 2003, p. 446.

<sup>101</sup> THOREZ Julien, 2011, p. 15. Voir Annexe 3, carte 8.

Par conséquent, l'apparition de ces frontières multiples a participé à la déconstruction des solidarités locales et des dynamiques d'échange. À nouveau, l'exemple de la vallée de Ferghana est significatif<sup>102</sup>. Cette dernière, foyer de civilisation sur la route de la Soie, berceau du zoroastrisme et de l'empire moghol, constituait une région fertile et prospère. Or, elle a fait l'objet de vives tensions depuis les indépendances. Bien que l'on assiste à une certaine détente autour des problématiques frontalières, depuis l'élection du nouveau président ouzbek Mirziouiev, la situation reste tendue<sup>103</sup>. Cette évolution est liée à la destruction des liens traditionnels et des ensembles régionaux supra étatiques mais aussi au délitement du tissu économique et social local. Cette dégradation a conduit à des mouvements de contestation à Andijan en 2005 et à Och 2010 qui ont été réprimés dans le sang et auraient provoqué la mort de 500 à 1000 personnes à chaque fois<sup>104</sup>.

### 3.2. *Islam fondamentaliste : de la revendication politique à la connexion avec la nébuleuse terroriste internationale.*

L'émergence des revendications violentes de l'islam politique centre asiatique doit être abordée au prisme de la défiance historique des élites politiques envers l'islam<sup>105</sup>. Il s'agit d'un héritage soviétique dont l'objectif est d'entraver la capacité de mobilisation des sociétés musulmanes<sup>106</sup>. Ainsi, la politique soviétique de sécularisation autoritaire a, de façon paradoxale, entraîné une radicalisation politique sur une base identitaire nationale et religieuse.

#### A. Les racines de l'islam politique en Asie centrale : entre URSS et guerre froide :

Dans les années 1920, le régime soviétique, après avoir engagé une lutte contre le fait religieux, a infléchi sa politique lors de la deuxième guerre mondiale. Afin de préserver le soutien des musulmans, il a créé, en 1943, une administration spirituelle des musulmans, base d'un « islam officiel » inféodé au pouvoir<sup>107</sup>. Toutefois, cet « islam officiel » n'a pas empêché la persistance d'un islam parallèle officieux, souhaitant un « retour à la pureté originelle »<sup>108</sup>. Ce dernier, sous Brejnev,

---

<sup>102</sup> Svetlana GORSHENINA estime que Khodjent, la ville la plus riche du Tadjikistan devient [à ce moment] un cul-de-sac. GORSHENINA S., 2012, p. 309. Voir annexe 3, carte 7.

<sup>103</sup> Constatations réalisées par l'auteur et « Frontière kirghize-ouzbèke : vers l'ouverture ? », *Novastan*, 2016.

<sup>104</sup> NEISTAT Anna, « Retour sur le massacre d'Andijan », *Nouvelles / Amnesty International*, juillet 2015.

PETRIC Boris, « Pogroms contre les Ouzbeks à Och au Kirghizstan. Des dangers de la manipulation politique du nationalisme ethnique », *Hérodote*, 2010/3 (n° 138), p. 58-65.

<sup>105</sup> KHALID Adeeb, « L'islam et l'État post-soviétique en Asie centrale », Paris, *La revue internationale et stratégique*, n°64, 2007, p. 108

<sup>106</sup> POUJOL Catherine, 2001, p. 37

<sup>107</sup> KHALID Adeeb, 2007, p. 102

<sup>108</sup> FATHI Habiba, « Pouvoir et forces religieuses : genèse d'un affrontement », p. 19, in DOR Remi, « Les Islamistes

est entré en contact avec les courants rigoristes *salafi*, grâce à la « diplomatie religieuse » qui a autorisé les études théologiques à l'étranger, notamment en Egypte. Cette connexion avec les mouvances « extérieures » fut amplifiée par l'intervention soviétique en Afghanistan qui a permis une montée en puissance des mouvements de subversion soutenus par Washington. Lors de la Perestroïka, les mouvements islamistes nationalistes qui revendiquaient une place prépondérante pour l'islam dans les sociétés centre asiatiques passèrent de l'action politique à la contestation violente. Le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan (PRIT) est ainsi devenu un protagoniste majeur de la guerre civile au Tadjikistan<sup>109</sup>.

## B. Les indépendances : la monopolisation étatique du fait religieux :

Lors des indépendances, le champ religieux a été systématiquement occupé par les élites politiques : l'islam est nationalisé et subordonné à un état laïc poursuivant une répression sévère des mouvements religieux contestataires.

Cette étatisation des institutions religieuses, toujours en place, vise à disposer d'une représentation religieuse en phase avec le pouvoir<sup>110</sup>. Les *oulémas*, nommés par les autorités, assurent une légitimation de l'action de la force publique, notamment par l'émission de *fatwa*<sup>111</sup>. Cette étatisation du religieux est associée à une « retraditionnalisation » de la société valorisant un islam soufie conforme aux identités nationales<sup>112</sup>. Il s'agit d'écarter les mouvements salafistes et les courants islamistes politisés<sup>113</sup>. Ainsi, le président Nazarbaev a déclaré, en mai 1999 : « Nous sommes des musulmans sunnites et c'est la voie que nous devons suivre »<sup>114</sup>. Les figures soufies comme Ahmed Yassawi<sup>115</sup> au Kazakhstan ou Bahaudin Naqchban en Ouzbékistan<sup>116</sup> sont valorisées. Au Kirghizistan, la constitution fait référence aux valeurs islamiques<sup>117</sup>. En Ouzbékistan, le président Karimov a prêté serment sur le Coran lors de son investiture le 4 janvier 1992. Cette

---

d'Asie centrale : un défi aux États indépendants ? », *Cahiers d'Asie centrale*, N°15-16, Paris, Maisonneuve et Larose, 2007, 391 pages.

<sup>109</sup> POUJOL Catherine, 2001, p. 47 Voir annexe 2. Principaux mouvements islamistes centre-asiatiques.

<sup>110</sup> KUCHKUMBAEV Sanat, « Les combinaisons paradoxales de l'islam kazakh : renouveau spirituel, identité nationale et politisation », p. 213, in LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, (dir), *Islam et politique en ex-URSS*, Paris, L'Harmattan, 2005, 338 pages.

<sup>111</sup> KHALID Adeeb, 2007, p. 107

<sup>112</sup> Sur cette question, voir ROY Olivier, *Islam et politique en Asie centrale*, Archives de sciences sociales des religions, 115 | juillet-septembre 2001.

<sup>113</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, « Les processus globaux de recomposition identitaire et religieuse : l'islam post-soviétique », p. 19, in LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien (dir), 2005, 338 pages.

<sup>114</sup> KUCHKUMBAEV Sanat, 2005, p. 220

<sup>115</sup> Fondateur de l'ordre derviche qui a converti les tribus turciques à l'islam.

<sup>116</sup> POUJOL Catherine, 2001, p. 10

<sup>117</sup> POUJOL Catherine, 2001, p. 26

occupation de l'espace religieux fut accompagnée d'une surveillance accrue des cercles religieux et d'une répression sans concession envers les mouvements religieux pouvant être interprétés comme fondamentalistes. Elle a connu son paroxysme en Ouzbékistan : 7 à 10 000 prisonniers accusés d'extrémisme auraient été détenus dans les prisons ouzbèkes en 2007<sup>118</sup>. Ces vagues de répression ont généré une fuite massive vers le Tadjikistan - renforçant ainsi le PRIT- ou vers l'Afghanistan, mettant ainsi ces activistes en contact avec les groupes djihadistes internationaux et favorisant l'émergence de mouvements radicaux comme le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan.

### C. Le tournant des années 2000 : contestation généralisée dans un contexte de décomposition socio-économique :

Ainsi, face à des revendications d'un islam politique de plus en plus marqué, les politiques n'ont pas été en mesure de faire baisser le niveau de menace<sup>119</sup>. Ces mouvements canalisent les ressentiments issus d'injustices sociales et économiques. Elles ont débouché dans les années 2000 : sur une contestation généralisée dans un contexte de décomposition socio-économique. Cette dernière a conduit à des logiques d'enfermement fragilisant non seulement la lutte anti-terroriste dont le caractère transnational est pourtant avéré, mais surtout le développement économique d'une région dont l'enclavement impose pourtant des mécanismes de coopération.

En 1999, des éléments armés du MIO, entraînés par les Talibans dans la province de Kunduz, s'infiltrèrent en Ouzbékistan et au Kirghizistan depuis le Tadjikistan. Ils commettent des attentats à Tachkent, en février. Un autre détachement prend en otages quatre géologues japonais, puis des populations locales dans le district de Batken au Kirghizistan. Cette vague est poursuivie par une nouvelle série d'attentats suicides à Tachkent en 2004<sup>120</sup>. Face à la montée des contestations, à la guerre civile au Tadjikistan et à la révolution des tulipes au Kirghizistan, les États de la région ont été réticents à engager un pluralisme politique effectif<sup>121</sup>. Ils ont engagé des politiques de fermetures frontalières et une répression violente qui a atteint son paroxysme lors des mouvements de contestation à Andijan en 2005 et à Och en 2010 qui furent réprimés dans le sang<sup>122</sup>.

---

<sup>118</sup> KHALID Adeeb, 2007, p. 108

<sup>119</sup> Voir annexe 2. Principaux mouvements islamistes centre-asiatiques.

<sup>120</sup> DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, 2003, p. 317

<sup>121</sup> POUJOL Catherine, 2001, p. 9.

<sup>122</sup> Ces événements ne peuvent être considérés comme une contestation exclusivement religieuse. Voir PEYROUSE Sébastien, 2006, pp. 78-87.

#### D. La nouvelle donne des années 2010 : connexion à Al-Qaïda et à l'État islamique :

Les années 2010 ont été caractérisées par un changement de paradigme. En effet, les éléments fondamentalistes centre asiatiques n'évoluent plus exclusivement dans la région. Ils ont intégré les nébuleuses inféodées à l'État Islamique ou à Al-Qaïda engagées sur toutes les « terres de combat ». Cette intégration aux courants du *Djihad global* est essentiellement liée à la dégradation des conditions économiques abordée précédemment. La Russie connaît un afflux massif de travailleurs migrants principalement d'origine tadjike, kirghize et ouzbèke. Or ces migrants constituent une population fragilisée. En effet, déracinés et possédant une maîtrise aléatoire du russe, ils se trouvent fréquemment en situation précaire et sans contrats de travail<sup>123</sup>. Dans ce contexte, ils sont l'objet de la xénophobie et de l'islamophobie rampante de la population russe<sup>124</sup>. Ainsi, ils constituent une cible de choix pour les filières de radicalisation qui exploitent leur ressentiment pour les amener à s'engager contre « les ennemis de l'islam ». Ces filières seraient à l'origine du recrutement des « combattants étrangers » à destination de la Syrie via un transit par l'Afghanistan, le Pakistan ou la Turquie<sup>125</sup>. Néanmoins, il semblerait qu'une autre composante de ces « combattants étrangers », plus jeune et plus idéologisée, soit encore recrutée localement, notamment au Kazakhstan et au Kirghizistan<sup>126</sup>.

Par ailleurs, les mouvements extrémistes régionaux ont intégré l'État Islamique et Al-Qaïda. Ainsi, après avoir été considérablement affaibli lors des frappes américaines en Afghanistan, le MIO se scinde en deux mouvements : le MIO traditionnel et l'Union du Djihad Islamique (UDI). Le MIO établit, en 2003, un nouveau sanctuaire, au sud-Waziristan, en zone tribale pakistanaise et engage une convergence avec les positions du « Djihad global » prônées par Al-Qaïda. A ce titre, en 2007, il aurait affirmé que l'Irak et l'Afghanistan constituaient désormais les théâtres les plus importants<sup>127</sup>. Néanmoins, il s'engage aussi en 2007 et 2008 dans des combats contre l'armée pakistanaise. En septembre 2014, le MIO porte allégeance à l'État islamique tout en continuant à assurer de sa loyauté envers Al-Qaïda. Il aurait donné naissance au Mouvement islamique d'Asie centrale. L'UDI aurait entretenu des projets d'attentats suicides en Europe, notamment en 2007 et comporterait dans

---

<sup>123</sup> DOLOTKELDIEVA Asel, « Les migrants kirghizes à Moscou : Politiques publiques, stratégies migratoires et réseaux associatifs », p.125, in LARUELLE Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Petra, 2010, 318 pages.

<sup>124</sup> DOLOTKELDIEVA Asel, 2010., p.133

<sup>125</sup> ENGOIAN ALDA, « L'opposition islamiste recrute en Asie centrale et en Russie », *Courrier international*, 02/10/13.

<sup>126</sup> ENGOIAN ALDA, 2013.

<sup>127</sup> CHAUDET Didier, *Terrorisme islamiste en grande Asie centrale : « Al-qaidisation du terrorisme ouzbek*, Paris, IFRI, 2008, p. 16

ses rangs, non seulement des ressortissants centre-asiatiques, mais aussi des Pakistanais, des Afghans et des Européens<sup>128</sup>. En juin 2016, l'UDI porte allégeance à l'EI. Pour autant, il semblerait que les deux organisations conserveraient des capacités de frappe en Asie centrale<sup>129</sup> et notamment en vallée de Ferghana au travers de cellules dormantes.<sup>130</sup>

Dans le contexte actuel de défaite de l'État Islamique au Levant, le risque porté par le retour des combattants centre-asiatiques constitue une source de préoccupation qui donne lieu à une communication médiatique importante. En avril 2015, lors d'une réunion organisée au sein de l'ODKB à Douchanbé, Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie aurait déclaré : « venant du sud, et liées à la dégradation de la situation en Afghanistan, où, à côté des groupes extrémistes traditionnellement présents, on voit déjà apparaître l'État islamique » De son côté, le président tadjik Emomali Rakhmon, aurait reconnu que « le terrorisme, l'extrémisme et le narcotrafic se développent extrêmement rapidement dans la zone de responsabilité de l'OTSC, exerçant une action destructrice sur la situation dans la région »<sup>131</sup>. Ces deux allocutions attestent non seulement des inquiétudes, mais aussi des possibles instrumentalisation de la menace terroriste en Asie centrale, dans la continuité des éléments décrits plus haut.

Pour autant, même si le volume réel de ces combattants reste délicat à définir compte-tenu de la grande hétérogénéité des chiffres disponibles, il semble relativement limité<sup>132</sup>. Officiellement, la Russie ferait état de 5 à 7000 combattants issus de l'ex-URSS. Selon les données de l'International Crisis group de janvier 2015, ils seraient évalués à 500 Ouzbeks, 200 kazakhs, 250 kirghizes<sup>133</sup>. En l'état, il est impossible de considérer que cette menace puisse être supérieure à celle portée par un terrorisme endogène. A ce titre, rien ne permet d'affirmer que les attentats de juin et d'août 2016, respectivement à Aktobé et Bichkek, ne diffèrent des événements précédents.

---

<sup>128</sup> CHAUDET Didier, 2008, p. 21

<sup>129</sup> ENGOIAN ALDA, 2013.

<sup>130</sup> CHAUDET Didier, 2008, p. 24

<sup>131</sup> BREEN Julia, « Tadjikistan : la Russie et les pays d'Asie centrale réunis contre la menace de l'État islamique », *Le courrier de Russie*, 2015.

<sup>132</sup> FOUQUET Claude, « L'Asie centrale, prochaine cible de l'État islamique, s'alarme Poutine », *Les Echos*, 16/10215,

<sup>133</sup> BALCI Bayram, « Que savons-nous de l'impact de l'« État islamique » sur l'Asie centrale ? », *Les Etudes du CERI, Regards sur l'Eurasie*, 2015.

### 3.3. La lutte antiterroriste : le regain d'influence russe et chinoise à l'aune des événements d'Andijan

Le caractère particulièrement violent des répressions menées par le pouvoir ouzbek à Andijan suscita de vives critiques de la part des puissances occidentales. Cette distanciation vis-à-vis des politiques conduites par les autorités politiques locales a engendré un changement dans la nature des relations entretenues entre les républiques centre-asiatiques, notamment l'Ouzbékistan, et Moscou en particulier. En effet, selon certains observateurs, les événements d'Andijan auraient conforté la Russie et la Chine comme partenaires principaux en termes de sécurité au détriment des puissances occidentales<sup>134</sup>. Dans ce contexte, la complaisance de Moscou – partagée par Pékin – envers les régimes autoritaires a contribué à un retour de l'influence géopolitique russe, attesté par le retrait de l'Ouzbékistan à l'organisation Géorgie-Ukraine-Ouzbékistan-Moldavie (GUUAM) et sa réintégration dans l'Organisation du Traité de défense collective (ODKB). En effet, cette organisation, initialement fondé par la Géorgie, l'Ukraine et la Moldavie, constitue un cadre informel de discussion entre pays ex-soviétiques souhaitant se distancier de Moscou. Soutenu par Washington et renommé, en 2006, Organisation pour la démocratie et le développement, il affiche une volonté de se rapprocher de l'UEE et de l'OTAN.

L'implication russe y poursuit une logique avant tout sécuritaire articulée autour des préoccupations liées au terrorisme islamique dans un espace qu'il considère comme son « étranger proche », sa zone d'intérêts stratégiques. Ces préoccupations sont portées par des incertitudes concernant la capacité des républiques centre asiatiques, notamment le Tadjikistan et le Kirghizistan à faire face aux défis sécuritaires<sup>135</sup>. Cette coopération au sein de l'OTSC est renforcée par la perception d'une menace commune, considérée comme inéluctable : le terrorisme islamique et son corollaire, le retour des terres de combat. Cet élément fut réaffirmé lors de la présidence kazakhstanaise de l'Organisation, en 2005 : « la situation actuelle nous impose un renforcement de notre cohésion et de la coordination de nos efforts pour assurer la stabilité et la sécurité »<sup>136</sup>. Ainsi, si l'accroissement de la présence américaine dans la région, sous couvert d'intervention en Afghanistan, avait été consentie par le Kremlin au titre des objectifs partagés de lutte anti-terroriste, il fut rapidement perçu comme une perte d'influence géostratégique. Toutefois, le Kremlin achopperait encore sur les moyens de s'imposer comme un véritable garant de la sécurité régionale

---

<sup>134</sup> ARIS Stephen, *L'OCS : poste d'observation sino-russe*, Paris, IFRI, 2008, p. 7

<sup>135</sup> BOBO Lo, *La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale ?* Paris, IFRI, 2015, p. 8

<sup>136</sup> Propos du Président Nazarbaev, le 5 juin 2005 à l'occasion du sommet de l'OKB.

tant au sein de l'ODKB qu'au travers de relations bilatérales<sup>137</sup>.

La Chine, quant à elle, porte une attention marquée à cette thématique du terrorisme en raison de l'instabilité du Xinjiang. Le caractère transnational de l'activisme Ouïgour peut, à ce titre, être attesté par les attentats contre l'ambassade de Chine à Bichkek en 2002 et 2016. A ce titre, Moscou et Pékin trouvent des avantages partagés à la poursuite d'objectifs communs au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), initialement conçue pour participer à la prise en compte de la sécurité régionale. Ce rapprochement s'est concrétisé par la création de la Structure antiterroriste régionale (RATS) à Tachkent en 2002, par des déclarations communes dénonçant la présence américaine, puis par des exercices communs<sup>138</sup>.

Toutefois, au-delà des coopérations dans le domaine du renseignement, la nature des partenariats engagés fait débat. En effet, les exercices conduits dans le cadre de l'ODKB – exercices *Fraternité de combat* - ou de l'OCS – exercices *Mission de paix* -, s'ils rencontrent un franc succès en termes de participation, engagent des moyens lourds inadaptés à une menace mobile et diffuse évoluant en zone montagneuse ou urbaine<sup>139</sup>. Par ailleurs, ils sont souvent construits comme un enchaînement peu efficace de répétitions d'une séquence préétablie en vue d'une synthèse finale largement médiatisée. En outre, des divergences persistent dans la définition des objectifs : si la coercition est un objectif prioritaire pour la Russie, la Chine privilégie la logique économique au travers du projet de route de la Soie<sup>140</sup>.

---

<sup>137</sup> BOBO Lo, 2015, p. 19

<sup>138</sup> BOBO Lo, 2015, p. 13

<sup>139</sup> CAGNAT René, « Une offensive djihadiste déstabiliserait toute l'Asie centrale », *Humanité dimanche*, 11 août 2016.

<sup>140</sup> ARIS Stephen, 2008, p. 13

## Conclusion

L'effondrement de l'URSS avait laissé présager que l'Asie centrale, espace de transit multiséculaire entre l'Europe et l'Asie, aurait pu sortir de la torpeur dans laquelle la période soviétique l'avait plongée en devenant une zone pivot dynamique insérée dans une économie mondialisée. Cet ancrage dans la modernité aurait pu être porté par des mécanismes d'intégration régionale, lesquels auraient fédéré les énergies et les ressources financières pour valoriser les atouts géographiques, économiques et humains de cet espace.

Vingt-cinq ans après les indépendances, il apparaît que les États de la région n'ont pas su trouver les leviers permettant d'engager une intégration régionale harmonieuse afin de relever les enjeux de stabilisation régionale, de développement économique et de transition démocratique qui se présentaient à eux. Les domaines de coopération étaient pourtant nombreux : interdépendances alimentaires, gestion des flux de population dans un espace profondément multiethnique, préservation d'un environnement abimé par le régime communiste, intégration des infrastructures de transport et des réseaux énergétiques, lutte contre le terrorisme, ...

Les racines de ces difficultés sont multiples et associent à la fois des facteurs de politique interne, des contraintes géoéconomiques locales et des pressions géopolitiques régionales. Engagés dans un processus de consolidation de leur enveloppe territoriale et de préservation de leur structure étatique, les élites politiques se sont livrées à une politique de *Nation building* par opposition aux pays voisins. En outre, entretenant une préoccupation permanente pour tout mouvement pouvant déboucher sur des *révolutions de couleur*, ils se sont renfermés sur eux-mêmes. Dans ce contexte, la lutte contre les contestations sociales ou le terrorisme islamique maintient ces États dans une situation de dépendance vis-à-vis de la Russie et de la Chine. En effet, ces derniers se présentent à eux comme les seuls pourvoyeurs de sécurité fiables et complaisants.

A moyen terme, les coopérations transfrontalières resteront donc encore profondément marquées par une marginalisation de l'Union européenne et des États-Unis, par un partenariat militaire fort avec la Russie et par une dépendance économique envers la Chine. À plus longue échéance, des évolutions sont néanmoins envisageables. En effet, le renouvellement des élites politiques issues de la période soviétique est inéluctable et la posture plus conciliante du nouveau président ouzbek Mirziouev, pourrait permettre l'émergence d'un axe régional associant Tachkent et Astana, capable de créer un effet d'entraînement pour toute la région.



## Annexe 1

### Chronologie

1920 -1930	Fermeture des madrassas et des confréries soufies d'Asie centrale.
1943	Création de l'Administration spirituelle des musulmans d'Asie centrale et du Kazakhstan (SADUM).
14 septembre 1979	Assassinat de Nur Muhammad Taraki, président du Conseil révolutionnaire de la jeune République démocratique d'Afghanistan, soutenue par les Soviétiques.
Décembre 1979	Intervention des troupes soviétiques et guerre d'Afghanistan.
Mars – avril 1987	Arrestation de moudjahid afghans dans le sud du Tadjikistan.
15 février 1989	Fin du retrait des troupes soviétiques.
1990	Création du Parti de la Renaissance Islamique à Astrakhan (PRI).
1991	Création d'un mouvement clandestin ouzbek par scission du Parti de la Renaissance Islamique, qui deviendra en 1997 le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan.
31 août 1991	Proclamation de l'indépendance de la Kirghizie.
31 août 1991	Proclamation de l'indépendance de l'Ouzbékistan.
9 septembre 1991	Proclamation de l'indépendance du Tadjikistan.
27 octobre 1991	Proclamation de l'indépendance du Turkménistan.
16 décembre 1991	Proclamation de l'indépendance du Kazakhstan.
2 mars 1992	Admission du Kazakhstan, de la Kirghizie, de l'Ouzbékistan, du Turkménistan et du Tadjikistan à l'ONU.
1992 -1997	Guerre civile au Tadjikistan.
1992	Premières activités du mouvement Hizb ut -Tahrir en vallée de Ferghana, puis en Kirghizie (Och et Djalalabad en 1995), puis au Tadjikistan et au Kazakhstan.
1997	Création du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan.
1997	Accords de paix au Tadjikistan et reconnaissance du PRI.
1 janvier 1999	Départ des gardes-frontières russes de Kirghizie (sécurisation de la frontière avec la Chine depuis 1992).
2 avril 1999	Sortie de l'Ouzbékistan (avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan) du Traité de sécurité collective
3 août 1999	Troubles dans le district de Batken, en Kirghizie, soutenus par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan : enlèvement de 4 géologues japonais par des rebelles ouzbeks en provenance du Tadjikistan.

17 août 1999	Bombardements des positions rebelles par l'aviation ouzbèke en Kirghizie et au Tadjikistan.
19 août 1999	Critique virulente du président Karimov envers le président tadjik à qui il reproche un manque d'efficacité dans le contrôle de la situation.
22, 23, 24 août 1999	Nouvelles prises d'otages par des groupes terroristes en provenance du Tadjikistan. Intervention conjointe des troupes tadjikes, kirghizes et ouzbèkes. Ces prises d'otages seront imputées au PRI
1999	<i>Silk road Strategy Act</i> voté par le Congrès américain
23 avril 1999	Adhésion de l'Ouzbékistan à l'organisation Géorgie – Ukraine – Ouzbékistan - Moldavie. (GUUAM).
07 octobre 2001	Début des frappes américaines contre les Talibans en Afghanistan
13 juin 2002	Retrait de l'Ouzbékistan du GUUAM.
24 mars 2005	Révolution des Tulipes en Kirghizie.
12 et 13 mai 2005	Emeutes d'Andijan réprimées dans le sang.
16 mai 2005	Début du transfert de responsabilité de la sécurisation des frontières du Tadjikistan.
Décembre 2005	Départ des gardes-frontières russes du Tadjikistan.
2006	Réintégration par l'Ouzbékistan du Traité de sécurité collective.
2012	Sortie de l'Ouzbékistan du Traité de sécurité collective
Septembre 2014	Allégeance du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) à l'Etat Islamique
Juin 2016	Allégeance de l'Union du Djihad Islamique (UDI) à l'Etat Islamique
5 juin 2016	Attentat à Aktobe au Kazakhstan
30 août 2016	Attentat devant le consulat de Chine à Bichkek

## **Kazakhstan**

7 mars 1994	Premières élections législatives pluralistes au Kazakhstan. Victoire des partisans du Pdt Nazarbaev
10 décembre 1997	Décret de transfert de la capitale du Kazakhstan d'Almaty vers Astana.
Janvier 1999	Réélection du président Nazarbaev à 81%.
4 décembre 2005	Réélection du président Nazarbaev à 91%.
18 juin 2007	Le parlement adopte une réforme constitutionnelle visant à ne pas limiter le nombre de mandats présidentiels pour le président Nazarbaev.
3 avril 2011	Réélection du président Nazarbaev à 95,5%.
17 mai 2011	Attentat suicide à Aktobe
24 mai 2011	Attentat au véhicule piégé à Astana

1 juillet 2011	Attaque contre les forces de police à Aktobe
31 octobre 2011	Attentats à Atyrau
26 avril 2015	Réélection anticipée du président Nazarbaev à 95%.
5 juin 2016	Attentat suicide à Aktobe

### **Kirghizie**

12 octobre 1991	Élection du président Akaiev
29 juin 2002	Mort du consul de Chine en Kirghizie dans un attentat à Bichkek imputé aux séparatistes Ouïgours du Xinjiang.
25 mars 2005	Départ du président Akaev suite à un coup d'Etat consécutif à des manifestations contestant le résultat des élections législatives (révolution des tulipes).
14 août 2005	Election du président Bakiev à 89% en Kirghizie.
29 janvier 2007	Isabekov est nommé premier ministre de Kirghizie
29 mars 2007	Démission du premier-ministre Isabekov, remplacé par Atambaev, chef de l'opposition dans le cadre de la formation d'un gouvernement de coalition.
12 avril 2007	Manifestations demandant le départ du président Bakiev.
21 octobre 2007	Changement de constitution et réduction des prérogatives présidentielles.
16 décembre 2007	Victoire du parti du président Bakiev aux élections législatives.
1 octobre 2008	Troubles à Och imputés au Hizb ut-Tahrir.
Juillet 2009	Réélection du président Bakiev à 76%.
7 avril 2010	Le président Bakiev quitte le pouvoir à la suite d'émeutes et présidence de Roza Otounbaieva à titre provisoire.
7 avril 2010	Emeutes à Bichkek.
Juin 2010	Affrontements interethniques entre Ouzbeks et Kirghizes à Och.
Décembre 2010 – janvier 2011	Attentats à Bichkek.
1 décembre 2011	Election du président Atambaev.
30 août 2016	Attentat à la voiture piégée contre l'Ambassade de Chine à Bichkek.

### **Ouzbékistan**

1991	Prise du siège de l'ex-parti communiste à Namangan par les islamistes de mouvement « Adolat »
29 décembre 1991	Election du président Karimov à 86%, dont le mandat sera prolongé par référendum en 1995 jusqu' en 2000.
Janvier 1992	Répression de manifestations estudiantines à Tachkent

1992	Dissolution du mouvement wahhabite « Adolat ».
31 janvier 1997	Assassinat du directeur d'une base pétrolière en vallée de Ferghana imputée au MIO ou au Hizb ut-Tahrir.
Mars 1997	Troubles à Namagan.
24 mars 1997	Tentative d'arrestation de Abduvali Yuldachev.
27 novembre 1997	Profanations de mausolées à Andijan imputées aux « wahhabites ».
3 décembre 1997	Décapitation du directeur de la police de Namagan.
13 décembre 1997	Assassinat du chef de kolkhoze « Mukaddam ».
1998	Répressions des services de sécurité dans les milieux islamiques.
16 février 1999	Attentat à Tachkent imputé au Mouvement Islamique d'Ouzbékistan.
2 avril 1999	Sortie de l'Ouzbékistan (avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan) du Traité de sécurité collective
23 avril 1999	Adhésion de l'Ouzbékistan au GUUAM.
9 janvier 2000	Réélection du président Karimov à 91,6 % face au seul autre candidat Djalalov, dont le mandat sera prolongé en 2002 par référendum.
Été 2000	Deuxième campagne du MIO en vallée de Ferghana, troubles dans le district de Batken soutenus par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan.
Été 2001	Troubles dans le district de Batken et de Surkhandarya soutenus par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan.
13 juin 2002	Retrait de l'Ouzbékistan du GUUAM.
Mars - avril 2004	Vagues d'attentats islamistes à Tachkent attribués au mouvement Djihad islamique.
Mars et juillet 2004	Vagues d'attentats islamistes en vallée de Ferghana attribués au MIO ou au Hizb ut-Tahrir.
12 et 13 mai 2005	Emeutes d'Andijan réprimées dans le sang.
2006	Réintégration par l'Ouzbékistan du Traité de sécurité collective
23 décembre 2007	Réélection du président Karimov pour 7 ans (troisième mandat) à 88%.
5 décembre 2011	Réduction de la durée du mandat présidentiel de 7 à 5 ans.
2012	Sortie de l'Ouzbékistan du Traité de sécurité collective
Mars 2015	Réélection du président Karimov à 90%.
Été 2015	Vagues d'expulsions d'ONG et de ressortissants étrangers.

## **Tadjikistan**

30 novembre 1990 Election du président Makhamov

31 août 1991	Intérim du président Aslonov suite au départ de Makhamov consécutif aux manifestations d'août 1991.
23 septembre 1991	Nabiev devient président de la république
6 octobre 1991	Intérim du président Iskandrov
2 décembre 1991	Election du président Nabiev à 57%.
1992 -1997	Guerre civile
7 septembre 1992	Intérim du président Iskandrov
20 novembre 1992	Election du président Rakhomonov
16 novembre 1994	Réélection du président Rakhomonov
16 novembre 1999	Réélection du président Rakhmonov
16 novembre 2004	Réélection du président Rakhmonov
16 novembre 2006	Réélection du président Rakhmonov à 79%.
16 novembre 2013	Réélection du président Rakhmonov

### **Turkménistan**

29 décembre 1999	Le président Niazov est proclamé président à vie.
21 décembre 2006	Mort du président Niazov.
11 février 2007	Élection du président Berdimoukhamedov pour 5 ans à 89%.
Février 2012	Réélection du président Berdimoukhamedov à 97,14%.

### **Accords, sommets et organisations de coopération multilatérale ou bilatérale.**

#### **Règlement des tracés frontaliers**

26 avril 1996	Accord sur l'établissement de la confiance en matière de défense dans la région des frontières, signé à Shanghai entre la Chine, la Russie, le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan.
1999	Départ des gardes-frontières russes de Kirghizie (sécurisation de la frontière avec la Chine depuis 1992).
2000	L'Ouzbékistan commence à équiper sa frontière avec la Kirghizie et le Tadjikistan (pose de champ de mines anti-personnel) en vallée de Ferghana.
2000	L'Ouzbékistan ferme ses frontières et met en place des visas avec le Turkménistan puis avec le Tadjikistan et la Kirghizie (pas le Kazakhstan et pas la Russie).
Décembre 2005	Départ des gardes-frontières russes du Tadjikistan.

## Sécurité

### Au sein de la CEI

15 mai 1992	Création, à Tachkent, du Traité de sécurité collective avec la Russie, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan (1993 Biélorussie, Azerbaïdjan, Géorgie).
1 octobre 1993	Engagement des Forces collectives de maintien de la Paix au Tadjikistan
10 février 1995	Accord sur le système de défense unifié à Almaty.
26 mai 1995	Traité de défense commune des frontières extérieures de la CEI, refus de l'Ouzbékistan, de l'Azerbaïdjan, du Turkménistan, de la Moldavie, de l'Ukraine de voir des gardes-frontières russes stationner à leur frontière.
1998	Turkménistan met en place des visas pour les ressortissants de la CEI.
2 avril 1999	Sortie de l'Ouzbékistan (avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan) du Traité de sécurité collective.
Mai 2001	Création lors du sommet du Traité de sécurité collective, à Erevan, d'une force de réaction rapide (Russie, Biélorussie, Arménie, Tadjikistan, Kazakhstan) destinée à lutter contre le terrorisme.
Août 2001	Mise en place du centre de commandement de la force de réaction rapide (Russie, Biélorussie, Arménie, Tadjikistan, Kazakhstan) du Traité de défense collective à Bichkek.
Septembre 2004	Création du conseil de sécurité de la CEI pour la lutte contre le terrorisme.
25 janvier 2006	Adhésion de l'Ouzbékistan à la Communauté économique eurasienne dans le cadre d'un rapprochement avec Moscou.
2006	Réintégration par l'Ouzbékistan du Traité de sécurité collective
2012	Sortie de l'Ouzbékistan du Traité de sécurité collective

### Hors CEI

1994 :	Adhésion au Partenariat pour la Paix du Turkménistan (le 10 mai), du Kazakhstan (le 27 mai), de la Kirghizie (le 1 juin), de l'Ouzbékistan (le 13 juillet).
Décembre 1995	Création du bataillon centre asiatique « Centrazbat » avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et la Kirghizie.
26 mars 1998	Adhésion du Tadjikistan à la Communauté économique centre-asiatique.
23 avril 1999	Adhésion de l'Ouzbékistan au GUAM.

Septembre 2000	Mise en place de l'assistance militaire américaine envers les pays d'Asie centrale : « Central Asian Border Security Initiative ».
Octobre 2001	Autorisation du survol de l'espace aérien Turkmène par des avions américains intervenant en Afghanistan, sans présence au sol.
12 octobre 2001	Autorisation de Tachkent pour l'implantation américaine sur la base de Khanabad.
Novembre 2001	Autorisation de Douchanbé, avec l'accord de Moscou, pour l'implantation américaine au Tadjikistan sur les bases aériennes de Kuliab et de Aini dans le cadre des opérations en Afghanistan.
Décembre 2001	Autorisation de Bichkek pour le déploiement de forces américaines sur l'aéroport de Manas.
13 juin 2002	Retrait de l'Ouzbékistan du GUUAM.
2003	Lancement du programme « Caspian Guard » par les États-Unis avec l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan.
8 septembre 2006	Traité interdisant la production, l'acquisition et le déploiement d'armes nucléaires en Asie centrale (les 5 pays sont signataires).
Février 2009	Fermeture de la base aérienne de Manas en Kirghizie.

#### **Au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai.**

26 avril 1996	Traité de sécurité régionale à Shanghai (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan) et création du groupe de Shanghai.
26 avril 1996	Accord sur l'établissement de la confiance en matière de défense dans la région des frontières, signé à Shanghai entre la Chine, la Russie, le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan.
24 avril 1997	Accord de réduction des forces militaires dans la région des frontières, signé à Moscou.
5 juillet 2000	Déclaration du Groupe de Shanghai concernant la création d'un centre de lutte contre le terrorisme.
15 juin 2001	Adhésion de l'Ouzbékistan au Traité de Shanghai qui devient l'Organisation de coopération de Shanghai.
2002	Création de la Structure antiterroriste régionale (RATS) à Tachkent.
Septembre 2003	Premiers exercices antiterroristes dans le cadre de l'OCS
17 août 2007	7ème sommet de l'OCS à Bichkek, signature d'un traité d'amitié et de coopération.
15 mai 2009	Accord de coopération militaire dans le cadre de l'OCS à Bichkek.



## Annexe 2

### Principaux mouvements islamistes centre-asiatiques

**Le Hizb ut-Tahrir (HIT) :** Organisation internationale fondée en 1953 en Palestine qui vise à l'établissement du Califat à l'échelle mondiale, elle agit dans la clandestinité, et a pour objectif d'islamiser la société par des moyens non violents : distribution de tracts et de littérature religieuse non autorisée et mouvements subversifs. Elle recrute dans les classes éduquées. Ces activités peuvent être comparées à celles du Tablighi Jamaat<sup>141</sup>. Toutefois, certaines de ces cellules clandestines connaîtront, à compter de 2001, une tendance à se radicaliser.

**Le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan (PRIT) :** ce mouvement créé en 1990 cherche à accroître la place de l'islam dans les politiques étatiques. Dès 1992, il conteste le pouvoir des élites en place en développant des alliances avec toutes les forces d'opposition. A la fin de la guerre civile, il fut reconnu et obtint une participation au gouvernement.

**Le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) :** Le MIO, créée en 1997 par scission du PRI, étend son action violente initialement concentrée en Ouzbékistan vers la Kirghizie et le Tadjikistan en 1999. Formé et entraîné au combat de guérilla dans les camps afghans d'Al-Qaïda, il a pour cible principale le régime du président Karimov. Toutefois, après les frappes américaines en Afghanistan de 2001, il sera considérablement réduit. Il sera ultérieurement reformé sous le nom de Mouvement Islamique du Turkestan et de sa branche associée : l'Union du Djihad Islamique (UDI).

**L'Akramiyya :** Il s'agit d'un groupuscule religieux purement régional visant à la mobilisation pacifique de la société centre-asiatique par une moralisation des comportements et l'observation des lois islamiques. Il sera mis en cause dans les émeutes d'Andijan<sup>142</sup>.

**Les mouvements salafistes :** Les mouvements *Adolat* (« Justice ») et *Islam Lashkarlari* (« les guerriers de l'Islam ») seront particulièrement actifs de 1991 à 1993 en tentant d'imposer des négociations avec le président Karimov . Ils seront interdits en 1992 et leurs partisans feront l'objet d'une répression sévère.

---

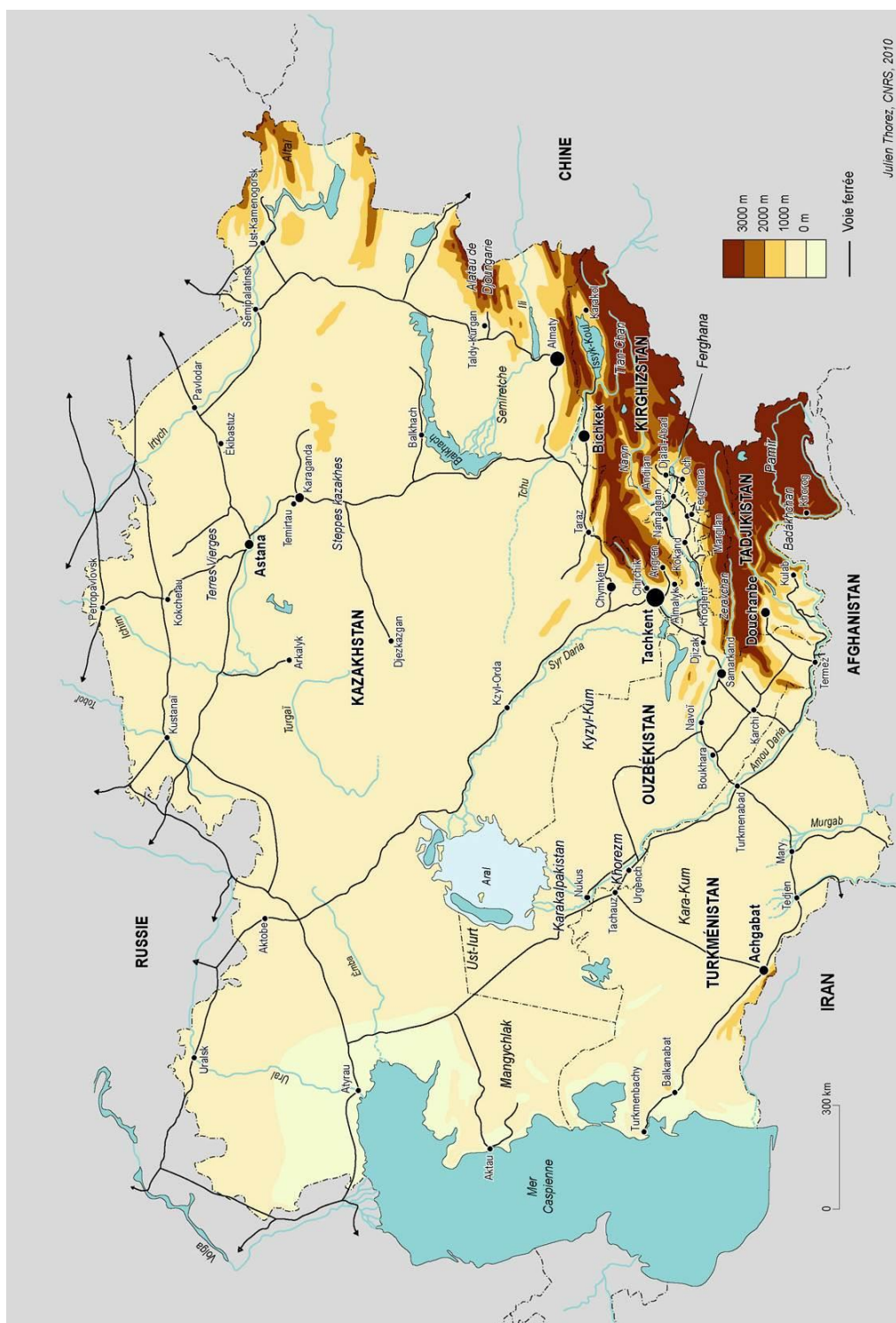
141 CHAUDET Didier, *Terrorisme islamiste en grande Asie centrale : « Al-qaidisation du terrorisme ouzbek*, Paris, IFRI, 2008, p. 4

142 FATHI Habiba, *Pouvoir et forces religieuses : genèse d'un affrontement*, Op. Cit., p. 24



## Annexe 3 - Cartes

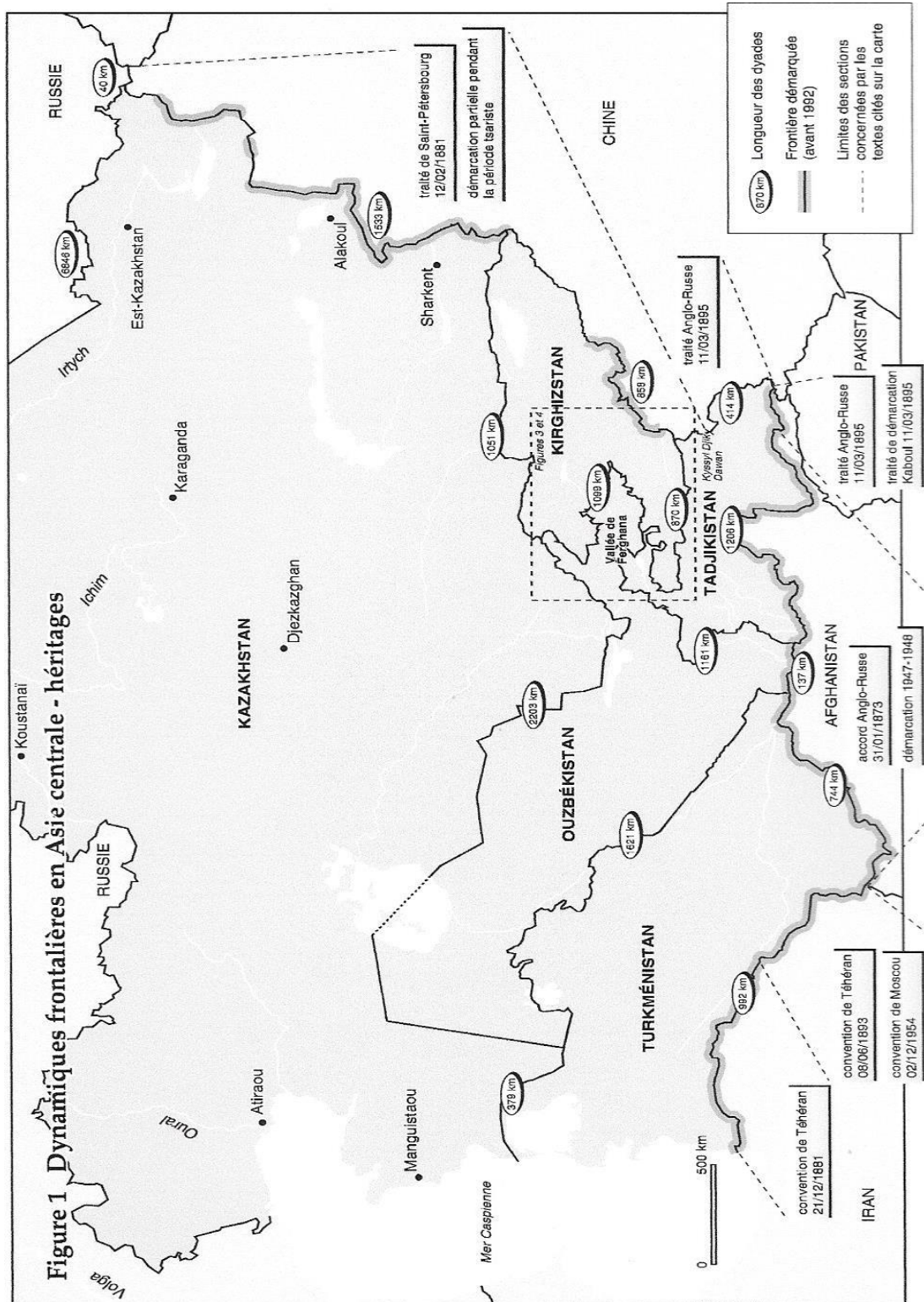
Carte 1 : Carte générale de l'Asie centrale post-soviétique



Julien Thorez, CNRS, 2010

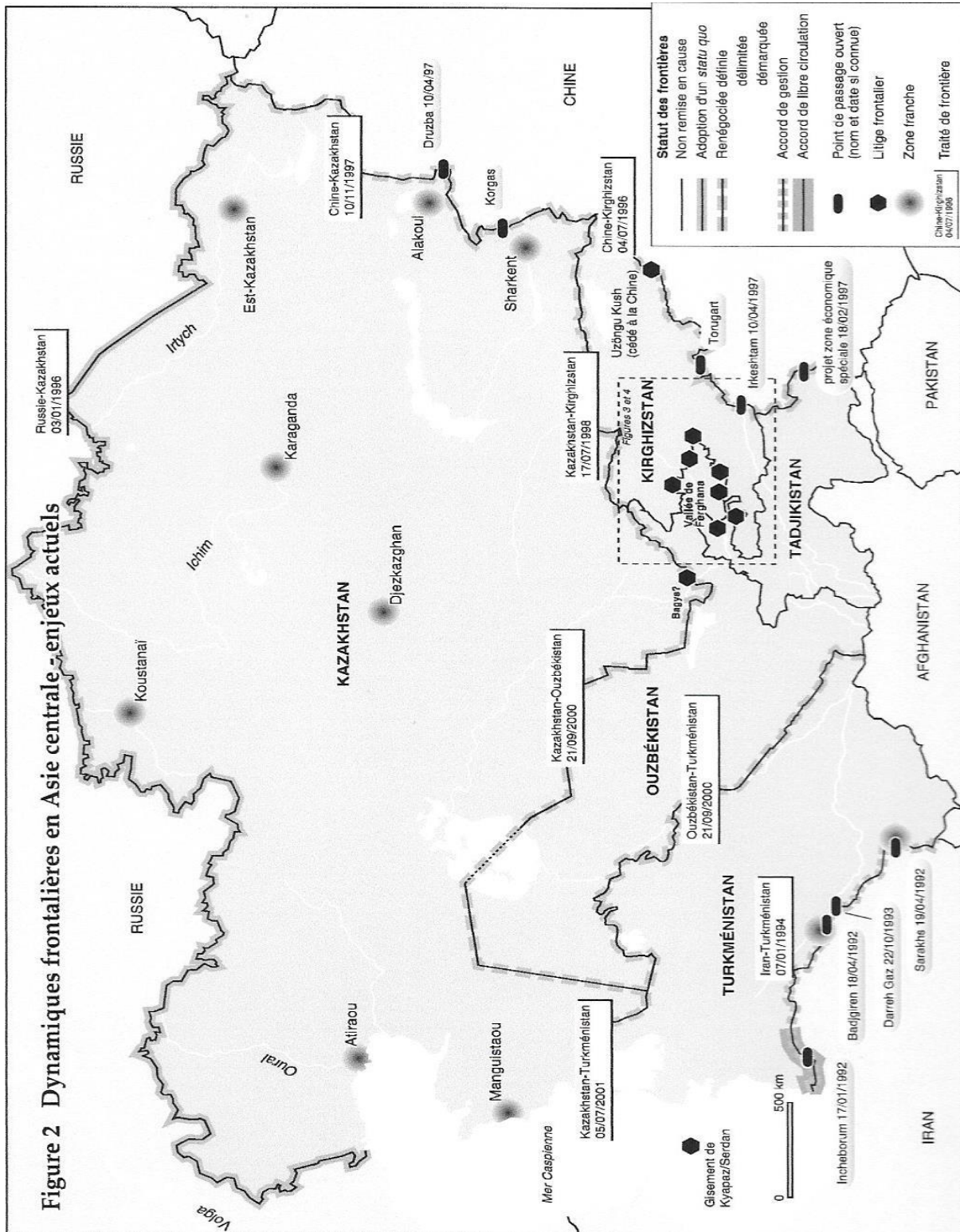
Source : THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations et régions en recomposition », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 2011

## Carte 2 : Les frontières internationales en 1992



Source : GONON Emmanuel et LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers l'Asie centrale », *Cahiers de géographie du Québec*, vol 47, n°132, 2003, pp. 433-461, (données observatoire européen de géopolitique).

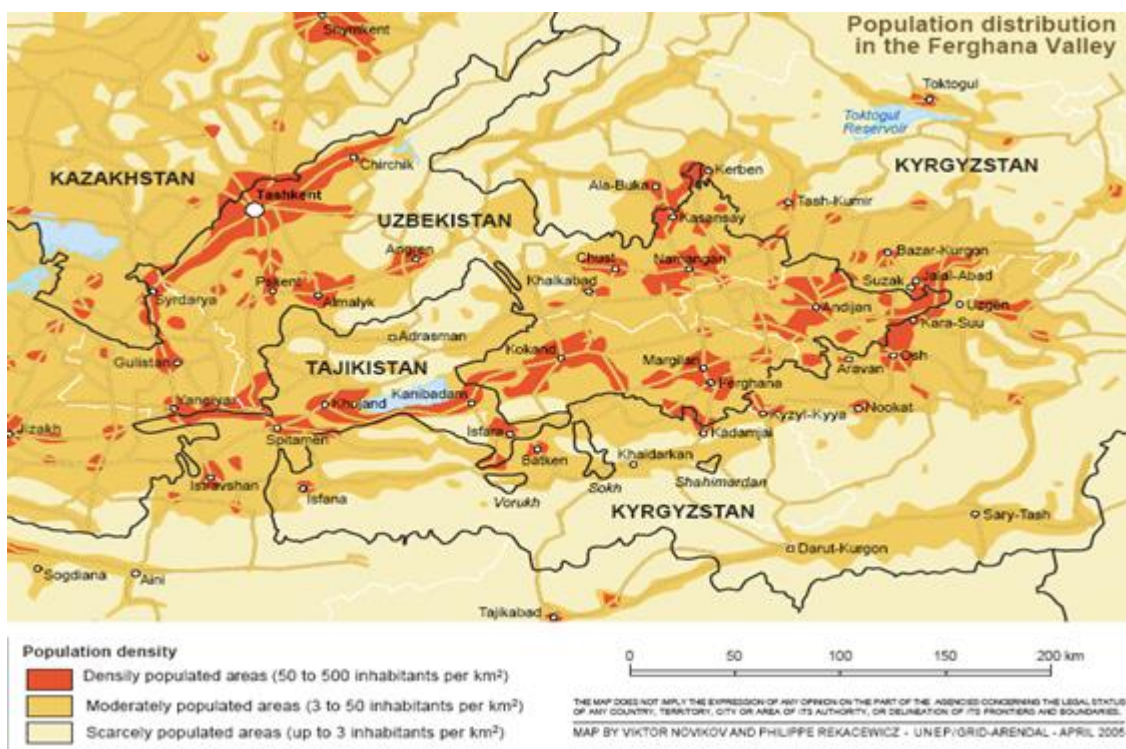
### Carte 3 : Le statut des frontières internationales



Source : GONON Emmanuel et LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers l'Asie centrale », *Cahiers de géographie du Québec*, vol 47, n°132, 2003, pp. 433-461, (données observatoire européen de géopolitique).

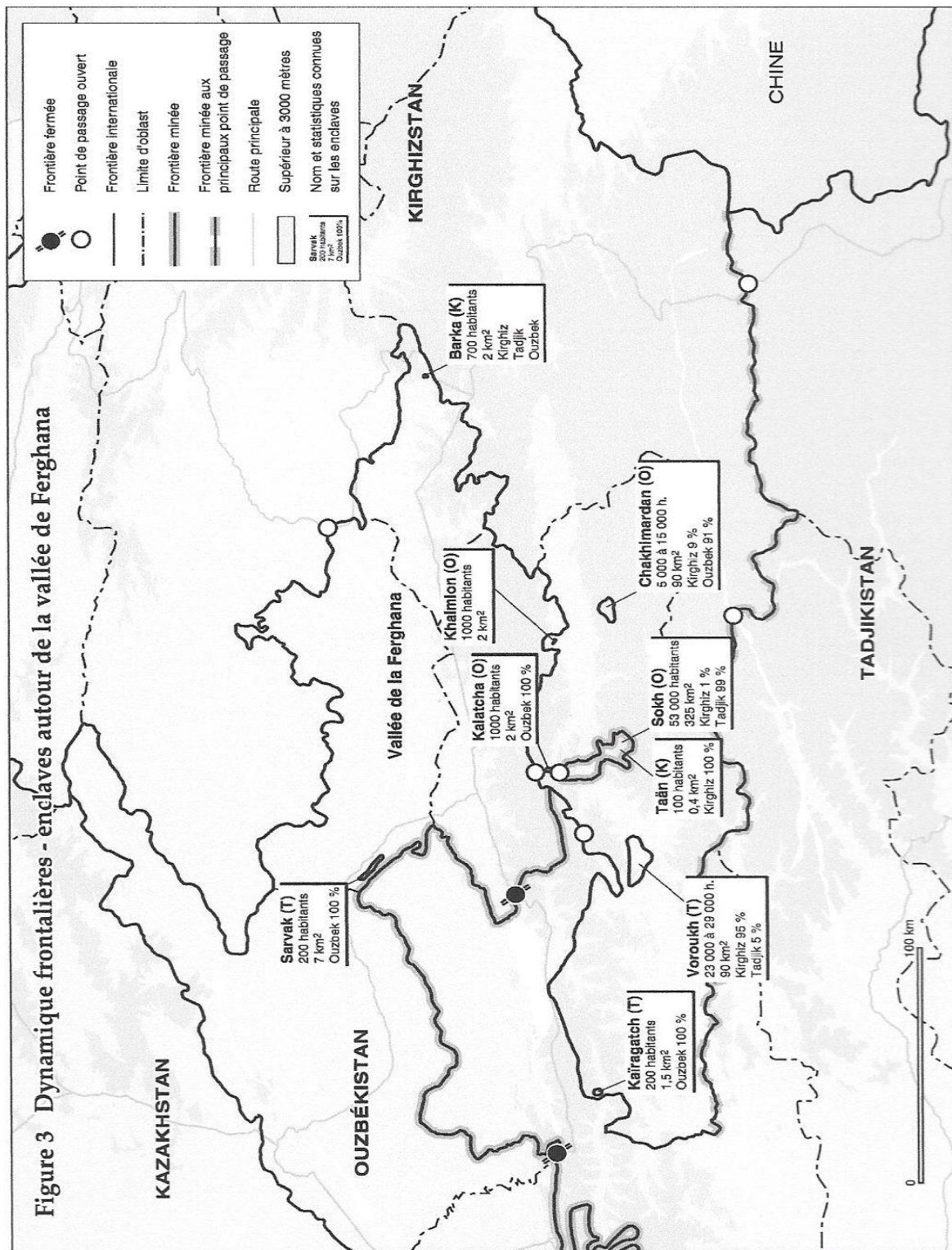


**Carte 6 : Distribution de la population en vallée de Ferghana**



Source : NOVIKOV Viktor, REKACEWICZ Philippe, 2005, [http://www.grida.no/graphicslib/detail/population-distribution-in-the-ferghana-valley\\_5862](http://www.grida.no/graphicslib/detail/population-distribution-in-the-ferghana-valley_5862)

## Carte 7 : Les enclaves dans la vallée de Ferghana



Source : GONON Emmanuel et LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers l'Asie centrale », *Cahiers de géographie du Québec*, vol 47, n°132, 2003, pp. 433-461, (données observatoire européen de géopolitique).

**Carte 8 : Photo d'un exemple de fossé qui limite les entrées et sorties de la ville de Kara-Suu, à la frontière entre Ouzbékistan (à gauche) et Kirghizstan (à droite)**



Source : DAMIANI Isabella, 2013 <http://espacepolitique.revues.org/docannexe/image/2651/img-6.png>

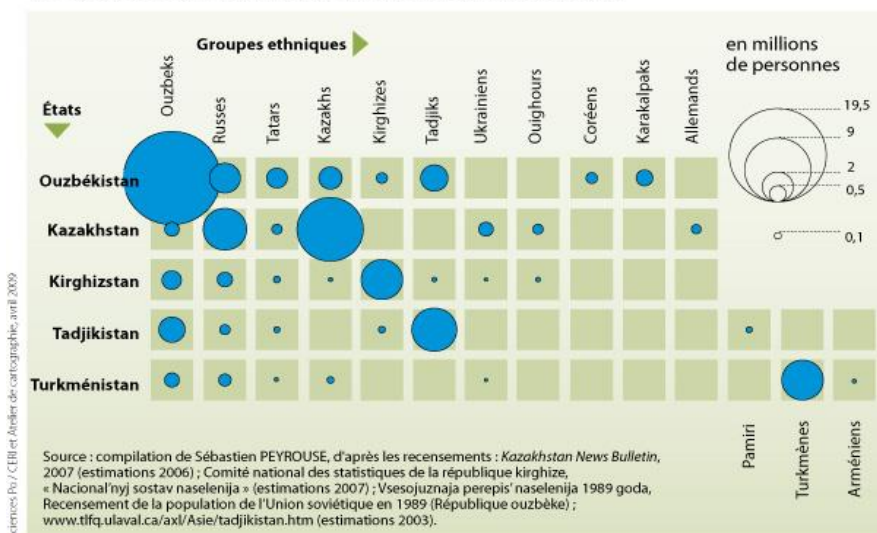
**Carte 9 : La matérialisation des frontières dans le Ferghana**



Source : DAMIANI Isabella, 2013, <http://espacepolitique.revues.org/docannexe/image/2651/img-1.png>

## Carte 10 : Composition ethnique des pays d'Asie centrale

### Groupes ethniques dans quelques États d'Asie centrale



SciencesPo.

D'après *L'Enjeu mondial, les migrations*, sous la direction de Christophe Jaffrelot, Presses de Sciences Po - L'Express, Paris, 2009.

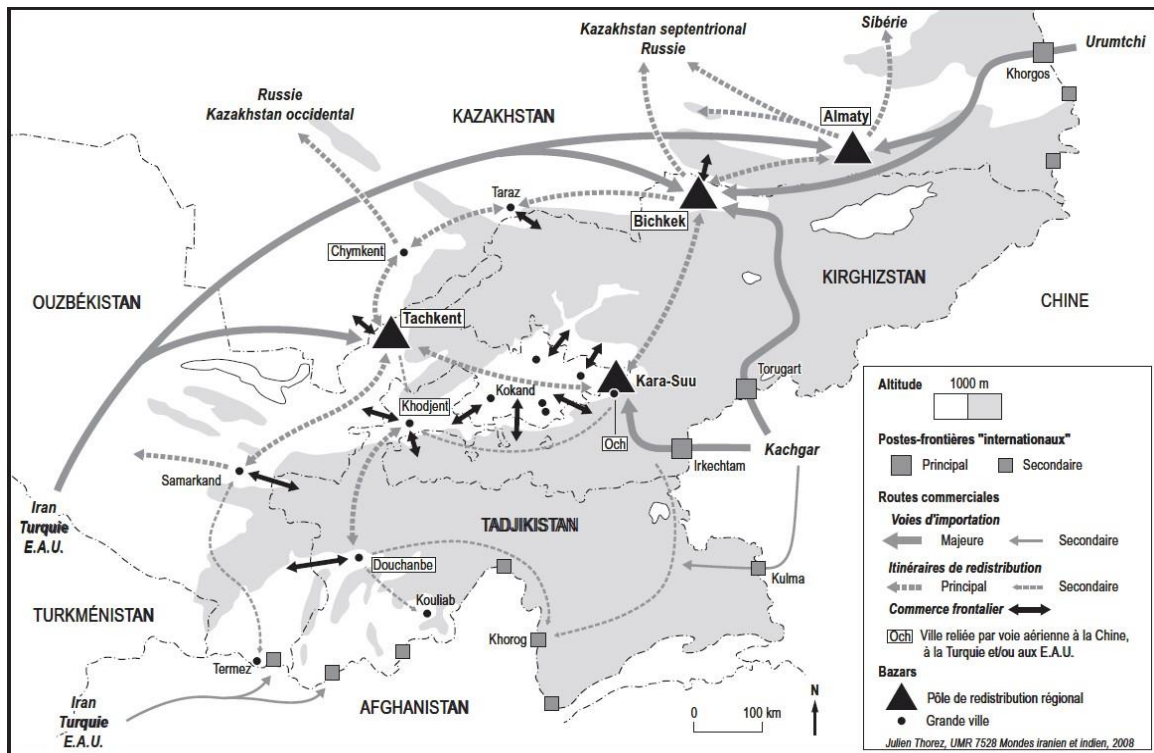
Seul usage pédagogique en classe ou centre de documentation est libre. Pour toute autre utilisation, contacter : carto@sciences-po.fr  
Pedagogical use only. For any other use dissemination or disclosure, either whole or partial, contact : carto@sciences-po.fr  
Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009, www.sciences-po.fr/cartographie

## Carte 11 : Répartition ethnique des pays d'Asie centrale



Source : REKACEWICZ, *Le monde diplomatique*, 1994, <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/kazakhstan1994>

## Carte 12 : Les routes commerciales



Source : THOREZ Julien, « Bazars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et « mondialisation par le bas » », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 24, No.3, 2008, pp. 167-189.

## Carte 13 : Les routes de la drogue



Sources : Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), Observatoire géopolitique des drogues (OGD).

Source : REKACEWICZ, *Le monde diplomatique*, 1996, <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/asiacentrale>

## Carte 14 : Organisations de coopération régionale

### Régionalisations de l'espace post-soviétique



**SCIENCES PO**

Atelier de cartographie de Sciences Po, 2007,  
[www.sciences-po.fr/cartographie](http://www.sciences-po.fr/cartographie)

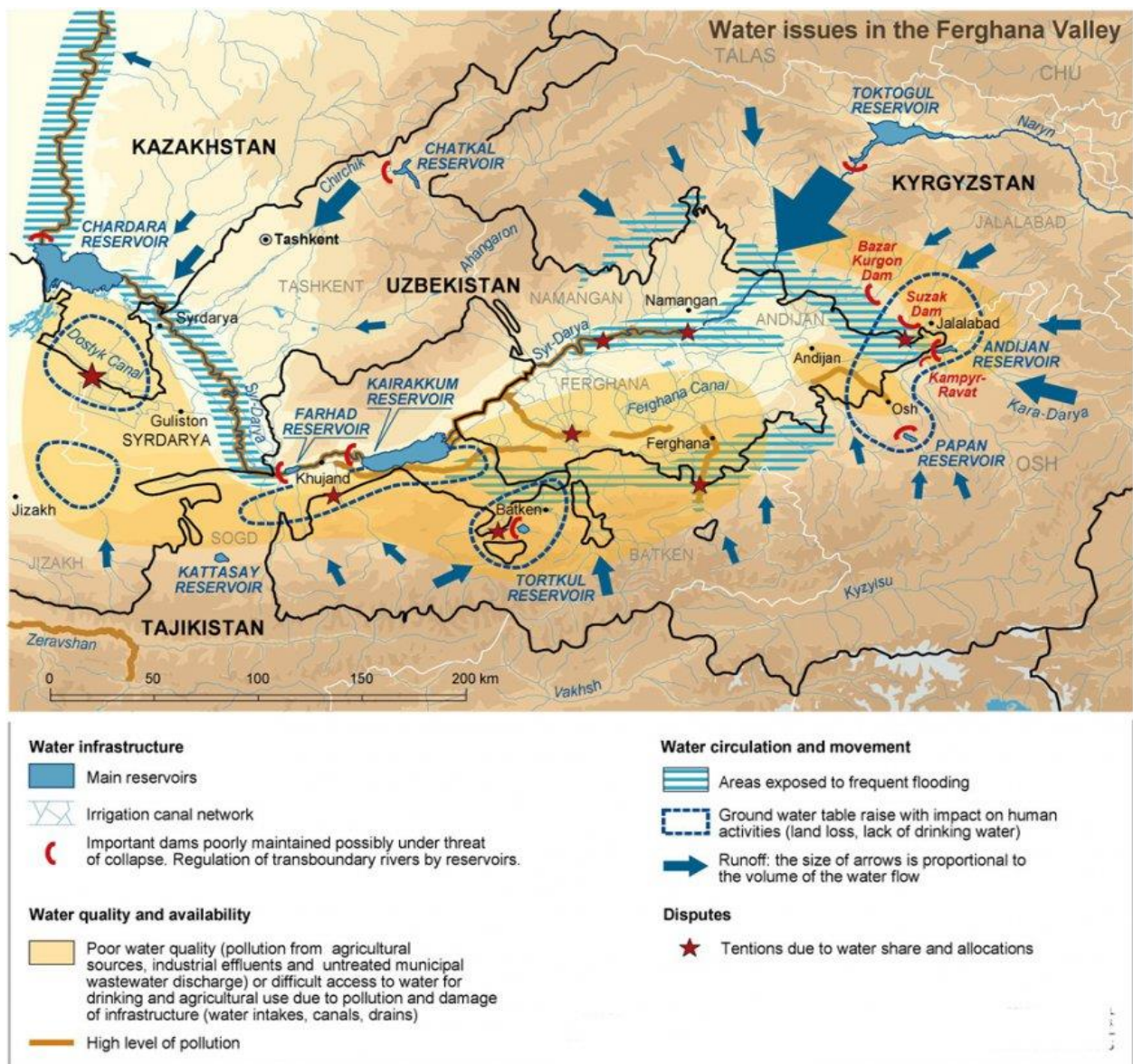


Seul l'usage pédagogique en classe ou centre de documentation est libre.  
 Pour toute autre utilisation, contacter : [carto@sciences-po.fr](mailto:carto@sciences-po.fr)  
 Pedagogical use only. For any other use dissemination or disclosure, either  
 whole or partial, contact : [carto@sciences-po.fr](mailto:carto@sciences-po.fr)





## Carte 18 : Tensions sur l'eau



Source : REKACEWICZ Philippe, 2004, [en ligne] <http://blog.mondediplo.net/2008-01-14-Gestion-de-l-eau-entre-conflits-et-cooperation>

### Carte 19 : Dénominations de l'Asie centrale



Source : CARIOU Alain, [en ligne] <https://www.cairn.info/l-asie-centrale--9782200601140-page-3.htm>

## OBJECTIFS STRATEGIQUES DE LA FEDERATION DE RUSSIE

	<b>OS1 / MAINTENIR L'INFLUENCE DES RUSSES ETHNIQUES</b>	<b>OS2 / CONTRER LE CONTAINMENT AMERICAIN ET PREVENIR LES REGIME CHANGE</b>	<b>OS3 / FREINER LE DEVELOPPEMENT DE L'INFLUENCE CHINOISE</b>	<b>OS4 / SECURISER LES MARGES SUD DE LA RUSSIE</b>
	<p>PRESERVER LES INTERETS DES RUSSES ETHNIQUES</p> <p>METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE DES COMPATRIOTES</p> <p>PROMOUVOIR DES ELITES POLITIQUES EN PHASE AVEC MOSCOU</p>	<p>EMPECHER LES "REVOLUTIONS DE COULEUR"</p> <p>PERENISER LA PRESENCE DE FORCES PREPOSITIONNEES</p> <p>PRESERVER LA COOPERATION ENTRE SERVICES DE RENSEIGNEMENT</p> <p>RENFORCER LA COOPERATION MILITARO-TECHNIQUE</p> <p>VALORISER L'ORGANISATION DU TRAITE DE DEFENSE COLLECTIVE</p>	<p>PROMOUVOIR L'UNION ECONOMIQUE EURASIATIQUE</p> <p>FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE COOPERATIONS ECONOMIQUES, L'INVESTISSEMENT ET LES SOCIETES MIXTES</p> <p>AUGMENTER LES ECHANGES ECONOMIQUES</p> <p>FAVORISER LE TRANSIT DES FLUX D'HYDROCRABURES VIA LA RUSSIE</p>	<p>LIMITER LES FLUX DE MAIN D'ŒUVRE ILLEGALE</p> <p>RENFORCER LA LUTTE ANTITERRORISTE</p> <p>LUTTER CONTRE LES TRAFICS</p>
<b>KAZAKHSTAN</b>	<p>Préserver le statut de la langue russe comme deuxième langue nationale.</p> <p>Soutenir les associations culturelles et mémorielles des russes Ethniques.</p>	<p>Animer la coopération inter services dans le domaine de la surveillance de la société civile.</p> <p>Renforcer la coopération militaro-technique dans le domaine de l'armement.</p> <p>Favoriser l'acquisition de matériels russes.</p> <p>Préserver les volumes de militaires formés en Russie.</p> <p>Pérenniser les exercices annuels « Fraternité de combat » de l'OTSC.</p>	<p>Promouvoir une intégration la plus étroite possible au sein de l'Union économique eurasiatique.</p> <p>Favoriser le transit des flux d'hydrocarbures via la Russie.</p> <p>Consolider les coopérations industrielles et le développement de sociétés mixtes.</p> <p>Renforcer l'intégration dans le domaine de l'agriculture.</p>	<p>Intensifier les échanges de renseignement sur les milieux fondamentalistes.</p>
<b>OUZBEKISTAN</b>	Influence réduite	<p>Animer la coopération entre services de renseignement dans le domaine de la surveillance de la société civile.</p> <p>Renforcer la coopération militaro-technique dans le domaine de l'armement.</p> <p>Favoriser l'acquisition de matériels russes.</p> <p>Préserver les volumes de militaires formés en Russie.</p>	Promouvoir l'Union économique eurasiatique.	<p>Intensifier les échanges de renseignement sur les milieux fondamentalistes et les flux de combattants vers les "terres de combat".</p>
<b>KIRGHIZISTAN</b>	Influence réduite	<p>Développer la coopération inter services sur les ONG occidentales qualifiées d'agents de l'étranger.</p> <p>Assurer un maintien de la base de KANT. Empêcher la mise à disposition de l'aéroport de MANAS au profit des forces américaines intervenant en Afghanistan.</p> <p>Renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la formation des unités de forces spéciales.</p> <p>Pérenniser les exercices annuels « Fraternité de combat » de l'OTSC.</p>	<p>Promouvoir une intégration la plus étroite possible au sein de l'Union économique eurasiatique.</p> <p>Obtenir une élévation des droits de douane pour les marchandises en provenance de Chine.</p> <p>Favoriser les formations universitaires en Russie (Chine très active dans ce domaine).</p>	<p>Intensifier les échanges de renseignement sur les milieux fondamentalistes et les flux de combattants vers les "terres de combat".</p> <p>Accords pour l'encadrement des flux de main d'œuvre vers la Russie.</p>
<b>TADJIKISTAN</b>	Influence réduite	<p>Apporter un soutien inconditionnel au président Rakhmon.</p> <p>Assurer un maintien de la 201 Division à Douchanbé.</p> <p>Pérenniser les déploiements conjoints en zone frontière tadjiko-afghane.</p> <p>Pérenniser les exercices annuels « Fraternité de combat » de l'OTSC.</p>	<p>Promouvoir une coopération étroite avec l'Union économique eurasiatique sans perspective d'adhésion (financièrement hors de portée de la Russie).</p> <p>Développer les coopérations dans le domaine de l'énergie hydroélectrique.</p>	<p>Intensifier les échanges de renseignement sur les flux de combattants vers l'Afghanistan.</p> <p>Poursuivre de la coordination dans la lutte contre les trafics.</p> <p>Accords d'encadrement des flux de main d'œuvre vers la Russie.</p>
<b>TURKMENISTAN</b>	Influence très réduite	Influence très réduite	Influence très réduite	Influence très réduite

## OBJECTIFS STRATEGIQUES DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

	<b>OS1/ REPENDRE PIED EN ASIE CENTRALE</b>	<b>OS2/ SECURISER SES APPROVISIONNEMENTS ENERGETIQUES</b>	<b>OS3/ SECURISER SES PROVINCES OCCIDENTALES</b>	<b>OS4 / PERENNISER LE CORRIDOR ECONOMIQUE DES ROUTES DE LA SOIE</b>
	<p>DEVELOPPER UNE DIPLOMATIE PRUDENTE, PACIFIQUE ET CONCILIENNE ENVERS LES REGIMES</p> <p>PROMOUVOIR L'OCS COMME OUTIL DE DIALOGUE MULTILATERAL</p> <p>DEVELOPPER LE RESEAU DES INSTITUTS CONFISIOUS ET FAVORISER LES MOBILITES ETUDIANTES</p>	<p>NEGOCIER DES CONTRATS DE LONG TERME AVEC LES PAYS PRODUCTEURS</p> <p>NOUER DES PARTENARIATS STRATEGIQUES AVEC LES PAYS DE TRANSIT</p> <p>DEVELOPPER LES COOPERATIONS MILITAIRES AU SEIN DE L'OCS</p>	<p>LUTTER CONTRE LE TERRORISME</p> <p>NEGOCIER DES ACCORS CONCERNANT LA SURVEILLANCE DES MINORITES OUIGHOURS EN ASIE CENTRALE</p> <p>SECURISER LES FRONTIERES</p> <p>DEVELOPPER UNE CAPACITE D'INTERVENTION EN ZONE FRONTALIERE SINO-AFGHANE</p>	<p>DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT</p> <p>NEGOCIATION D'ACCORDS DE TRANSIT</p> <p>CREATION DE ZONES FRANCHES</p> <p>PARTICIPER A LA STABILISATION REGIONALE PAR LA CROISSANCE ECONOMIQUE</p>
<b>KAZAKHSTAN</b>	<p>Pérenniser les exercices annuels de l'OCS</p> <p>Favoriser le développement des réseaux d'instituts sino-kirghizes et développer les mobilités étudiantes.</p>	<p>Consolider les contrats de livraison de gaz.</p> <p>Développer la formation de militaires en Chine.</p> <p>Assurer la promotion des exercices militaires « Mission pacifique » conduits au sein de l'OCS.</p>	<p>Intensifier les échanges de renseignement sur les milieux fondamentalistes.</p> <p>Exiger la surveillance des minorités ouighours présentes sur le territoire.</p>	<p>Investir massivement dans les projets de modernisation des réseaux et infrastructures de transport routier ou ferroviaire.</p> <p>Favoriser le développement du tissu économique et industriel régional.</p> <p>Consolider le statut de la zone franche de Khorgos.</p> <p>Développer les coopérations douanières.</p>
<b>OUZBEKISTAN</b>	<p>Pérenniser les exercices annuels de l'OCS</p>	<p>Consolider les accords de transit sur le tronçon du gazoduc chinois entre le Turkménistan et la Chine.</p> <p>Développer la formation de militaires en Chine.</p> <p>Assurer la promotion des exercices militaires « Mission pacifique » conduits au sein de l'OCS.</p>	<p>Intensifier les échanges de renseignement sur les milieux fondamentalistes.</p> <p>Exiger la surveillance des minorités ouighours présentes sur le territoire.</p>	<p>Investir massivement dans les projets de modernisation des réseaux et infrastructures de transport routier ou ferroviaire.</p> <p>Favoriser le développement du tissu économique et industriel régional.</p>
<b>KIRGHIZISTAN</b>	<p>Favoriser le développement des réseaux d'instituts sino-kirghizes et développer les mobilités étudiantes.</p>	<p>Consolider les accords de transit sur le tronçon du gazoduc chinois entre le Turkménistan et la Chine.</p> <p>Développer la formation de militaires en Chine.</p> <p>Assurer la promotion des exercices militaires « Mission pacifique » conduits au sein de l'OCS.</p>	<p>Intensifier les échanges de renseignement sur les milieux fondamentalistes.</p> <p>Exiger la surveillance des minorités ouighours présentes sur le territoire.</p>	<p>Investir massivement dans les projets de modernisation des réseaux et infrastructures de transport routier ou ferroviaire.</p> <p>Consolider le statut de la zone franche de Khorgos. Favoriser le développement du tissu économique et industriel régional.</p> <p>Développer les coopérations douanières.</p>
<b>TADJIKISTAN</b>	<p>Pérenniser les exercices annuels de l'OCS</p>	<p>Influence réduite</p>	<p>Faire accepter la réalisation de patrouilles en zone frontalière entre l'Afghanistan, le Tadjikistan et la Chine.</p>	<p>Investir massivement dans les projets de modernisation des réseaux et infrastructures de transport routier ou ferroviaire.</p> <p>Consolider le statut de la zone franche de Khorgos.</p> <p>Favoriser le développement du tissu économique et industriel régional.</p> <p>Développer les coopérations douanières.</p>
<b>TURKMENISTAN</b>	<p>Influence réduite</p>	<p>Consolider les contrats de livraison de gaz</p>	<p>Influence réduite</p>	<p>Influence réduite</p>

## OBJECTIFS STRATEGIQUES DES ETATS UNIS D'AMERIQUE

	<b>OS1 / POURSUIVRE LE CONTAINMENT DE LA RUSSIE</b>	<b>OS2 / ACCOMPAGNER LE REGIME CHANGE</b>	<b>OS3 / PROLONGER LES EFFORTS DE LUTTE ANTITERRORISTE</b>	<b>OS 4 / CONSOLIDER LE POSITIONNEMENT US DANS LE SECTEUR DES HYDROCARBURES</b>
	<p>MAINTENIR UNE PRESENCE DIPLOMATIQUE TOUT AZIMUTS AUX MARCHES DE LA RUSSIE</p> <p>FAVORISER LES PARTENARIATS PpP OU OSCE</p>	<p>PROMOUVOIR LA CREATION D'UNE SOCIETE CIVILE PLURALISTE</p>	<p>RENFORCER LES CAPACITES MATERIELLES DES FORCES ARMEES</p> <p>ENTRAINER LES FORCES ARMEES</p> <p>DISPOSER DE POINTS D'APPUI POTENTIELS EN MARGE DE L'AFGHANISTAN</p>	<p>DEVELOPPER LES ACCORDS D'EXPLOITATION ET D'EXPORTATION DE PETROLE ET DE GAZ</p>
<b>KAZAKHSTAN</b>	<p>Animer le réseau d'associations économiques, politiques, culturelles et environnementales agissant sur fonds US.</p> <p>Valoriser l'action de l'OSCE et renforcer le dialogue avec l'OTAN.</p> <p>Poursuivre les exercices annuels « STEPPE EAGLE » au profit de la brigade de maintien de la paix KAZBRIG.</p>	<p>Poursuivre l'action des ONG en faveur de la démocratisation de la société civile.</p>	<p>Renforcer les capacités des forces armées par des actions de coopérations dans les domaines militaro-techniques et de la formation au combat de contre insurrection (plan quinquennal de coopération).</p>	<p>Consolider les positions acquises dans l'exploitation des hydrocarbures de la Caspienne en général et du gisement de Katchagan en particulier.</p> <p>Poursuivre les efforts pour parvenir à un accord sur le projet TRACECA et consolider le tracé du BTC.</p>
<b>OUZBEKISTAN</b>	<b>Influence très réduite</b>	<b>Influence très réduite</b>	<b>Influence très réduite</b>	<b>Influence très réduite</b>
<b>KIRGHIZISTAN</b>	Influence réduite	<p>Poursuivre l'action des ONG en faveur de la démocratisation de la société civile.</p>	<p>Renforcer les capacités des forces armées par des actions de coopérations dans les domaines militaro-techniques et de la formation au combat de contre insurrection (plan quinquennal de coopération).</p>	Influence réduite
<b>TADJIKISTAN</b>	Influence réduite	<b>Influence très réduite</b>	<p>Renforcer les capacités des forces armées par des actions de coopérations dans les domaines militaro-techniques et de la formation au combat de contre insurrection (plan quinquennal de coopération).</p>	<b>Influence très réduite</b>
<b>TURKMENISTAN</b>	<b>Influence très réduite</b>	<b>Influence très réduite</b>	<b>Influence très réduite</b>	<b>Influence très réduite</b>

## Bibliographie

## Ouvrages

AKHMEDJANOV G. A. = АХМЕДЖАНОВ Г. А., *Rоссийская империя в Центральной Азии*, [L'Empire russe en Asie centrale], Tachkent, Ташкентский государственный институт востоковедения, 1995, 216 pages.

BADAJANOV S. = БАДАЖАНОВ С., *Кокандское ханство. Власть, политика, религия*, [Khanat de Kokand. Pouvoir, politique, religion], Tokyo-Tachkent, Yangi nashr, 2010, 744 pages.

BOGDAN Henri, *Histoire des peuples de l'ex-URSS*, Paris, Perrin, 1993, 439 pages.

BOSWORTH Edmond, « Central Asia VI. Islamic period to the mongols », pp. 169 – 172, in YARSHATER Ehsan (dir), *Encyclopaedia Iranica*, vol. V, Costa Mesa, Mazda Publishers, 1992, 896 pages.

CHUVIN Pierre, LETOLLE René, PEYROUSE Sébastien, *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Paris, Fayard, 2008, 378 pages.

DULLIN Sabine, *La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 2014, 356 pages.

FOUCHER Michel, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2007, 249 pages.

FOUCHER Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991. 2e édition, 691 pages.

GALSTYAN Garik, *Les intérêts géopolitiques russes dans la région de la Caspienne*, Paris, L'Harmattan, 2007, 436 pages.

GORSHENINA Svetlana, *Asie centrale, L'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris, CNRS Editions, 2012, 381 pages.

GRATCHEV Andrei, *Histoire vraie de la fin de l'URSS*, Paris, Editions du Rocher, 1992, p.236.

JUNOSOVA L. = ЖУНОСОВА Л., *Торговая экспанция Англии в бассейне Каспия в первой половине XVIIIого века*, [L'expansion commerciale de l'Angleterre dans le bassin de la Caspienne dans la première moitié du 18<sup>ème</sup> siècle], Bakou, ЕЛМ, 1988, 160 pages.

KARAGIANNIS Emmanuel, *Political islam in central asia : the challenge of Hizb ut-Tahrir*, Abingdon, Routledge, 2010, 172 pages.

KARIMOV I. A. = КАРИМОВ И. А., *Узбекистан на пороге 21 века: угрозы безопасности, условия и гарантии прогресса*, [L'Ouzbékistan à la veille du XXI siècle : les menaces à la sécurité, les conditions de la stabilité et les garanties du progrès], Tachkent, Узбекистон, 1997, 332 pages, , traduit du russe par ЭРМАТОВ Б = ERMATOV. B.

KHALID Adeeb, *Islam after communism, religion and politics in central Asia*, Berkeley, University of California Press, 2007, 241 pages.

LAVRISHEV A. N. = ЛАВРИЩЕВ А. Н., *Экономическая география СССР*, [Géographie

économique de l'URSS], Moscou, Экономика, 1964, 530 pages.

LARUELLE Marlène, *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Petra, 2010, 320 p.

LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation*, 2010, Armand colin, 234 p.

MAMADAEV I. A. = МАМАДАЕВ И. А., *Россия и средняя Азия, Особенности колониально-административной системы управления во второй половине XIX— начало XX века*, [La Russie et l'Asie centrale. Particularités du système administratif colonial de direction dans la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle et le début du 20<sup>ème</sup>], Khodjent, Ношир, 2013, 399 pages.

MASOV R. M. = МАСОВ Р. М., *История таджикского народа, том IV*, [Histoire du peuple tadjik], tome 4, Douchanbé, Донши, 2010, 1123 pages.

NAZARBAEV Noursoultan, *Epicenter of Peace*, Hollis, Puritan Press, 2001, 170 pages.

NAZARBAEV Noursoultan, *Sans droites ni gauches*, Lausanne, L'Age d'homme, 1993, 225 pages, traduit du russe par SCHNITZER Luda.

OLCOTT Brill Martha, *The Kazakhs*, Standford, Hoover Institution Press, 1995, 388 pages.

POUJOL Catherine, *L'islam en Asie centrale, vers la nouvelle donne*, Paris, Ellipses, 2001, 88 pages.

POUJOL Catherine, *Le Kazakhstan*, Paris, PUF, 2000, 127 pages.

ROUX Jean-Paul, *L'Asie centrale. Histoire et civilisations*, Paris, Fayard, 2007, 528 pages

ROY Olivier, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des Nations*, Paris, Seuil, 1997, 336 pages

SMITH Jeremy, *The Bolsheviks and the National Question, 1917-1923*, New York, St Martin's Press, 1999, 281 pages,

TERMIRGAEV R. D. = ТЕРМИРГАЕВ Р. Д., *Казак и Россия*, [Les Kazakhes et la Russie], Moscou, Международные отношения, 2013, 348 pages.

THOREZ Julien, *Asie centrale. Des indépendances à la mondialisation*. Paris, Ellipses, 2015, 144 pages.

TINGUY Anne (de), *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 2004, 662 pages.

TURSUNOV KH. = ТУРСУНОВ Х., », *История узбекской ССР, Победа великой октябрьской революции и построение социализма в Узбекистане*, [Histoire de la RSS d'Ouzbékistan. La victoire de la grande révolution socialiste d'octobre et la constitution du socialisme en Ouzbékistan], Tachkent, ФАН, 1967, 707 pages.

UYAMA Tomohiko, *Empire, Islam and Politics in Central Eurasia*, Sapporo, Slavic Research

Center Hokkaido University, 2007, 376 pages.

### Ouvrages collectifs

AKHMEDOV B., IBRAGIMOV N. = АХМЕДОВ Б., ИБРАГИМОВ Н. « Предисловие », [Introduction], p. 4, in AKHMEDJANOV G. A. (dir) = АХМЕДЖАНОВ Г. А., *Российская империя в Центральной Азии*, [L'Empire russe en Asie centrale], Tachkent, Ташкентский государственный институт востоковедения, 1995, 216 pages.

AKINER Shirin, « Tadjikistan : catalyseur ou anticorps pour les États voisins de l'Asie centrale ? », in DJALILI Mohammad-Reza, GRARE Frédéric (dir.), *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*, Genève, Graduate Institut Publications, 1995, 204 pages.

ALNIAZOV Nurlan, « La communauté musulmane du Kazakhstan, acteurs officiels et groupes officieux », pp. 297-308, in LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, (dir), *Islam et politique en ex-URSS*, Paris, L'Harmattan, 2005, 338 pages.

BENNIGSEN Alexandre, LEMERCIER-QUELQUEJAY Chantal, *L'Islam en Union soviétique*, Paris, Payot, 1968, 263 pages.

BREAULT Yann, JOLICOEUR Pierre, LEVESQUE Jacques (dir), *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses de sciences Po, 2003, 347 pages.

CAGNAT René, JAN Michel, *Le milieu des Empires ou le destin de l'Asie centrale*, Paris, Laffont, 1981, 323 pages.

DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris, PUF, 2003, 585 pages.

DOLOTKELDIEVA Asel, « Les migrants kirghizes à Moscou : Politiques publiques, stratégies migratoires et réseaux associatifs », pp.124-145, in LARUELLE Marlène (dir), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Petra, 2010, 320 pages.

FRYE Richard, « Central Asia III. In the Pre-islamic Times », pp.164-169, in YARSHATER Ehsan (dir), *Encyclopaedia Iranica*, vol. V, Costa Mesa, Mazda Publishers, 1992, 896 pages.

GIRSHFELD = ГИРШФЕЛЬД, « Военно-статистическое описание Хивинского оазиса », [Description militaro-statistique de l'oasis de Khiva], pp. 101 - 118 in BULDAKOV A. I. , SHUMOV S. A. , ANDREEV A.R. = БУЛДАКОВ А. И., ШУМОВ С. А., АНДРЕЕВ А. Р., *История средней Азии*, [Histoire de l'Asie centrale], Moscou, Евролинц Русская панорама, 2003, 504 pages.

IAKUNIN V. I., ZELENENOV E. I., ZELENENOV I. V. = ЯКУНИН В. И., ЗЕЛЕНЕВ Е. И., ЗЕЛЕНЕВА И. В., *Российская школа геополитики*, [L'École russe de géopolitique], Saint-Pétersbourg, Издательство С-петербургского университета, 2008, 364 pages.

KHANIKHOV N. V. = ХАНИХОВ Н. В., « Описание Бухарского Ханства », [Description du Khanat de Boukhara], pp. 202-2270, in BULDAKOV A. I., SHUMOV S. A., ANDREEV A.R. = БУЛДАКОВ А. И., ШУМОВ С. А., АНДРЕЕВ А. Р., М., *История средней Азии*, [Histoire de l'Asie centrale], Moscou, Евролинц Русская панорама, 2003, 504 pages.

KUCHKUMBAEV Sanat, « Les combinaisons paradoxales de l'islam kazakh : renouveau spirituel, identité nationale et politisation », pp, 209-222, in LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, (dir.), *Islam et politique en ex-URSS*, Paris, L'Harmattan, 2005, 338 pages.

NASRITDINOV Emil, O'CONNOR Kevin, *Regional Change in Kyrgyzstan, Bazaars, Cross-Border Trade and Social Networks*, Saarbrücken, LAP LAMBERT, 2010, 158 pages.

## Périodiques

AKGÖNÜL Samir et DE TAPIA Stéphane, « Carte de Ralph Peters et réactions turques », *Diplomatie*, 36, janvier-février 2009, p. 54-59, [en ligne], consulté le 10 janvier 2018, URL : <http://studylibfr.com/doc/6817227/carte-de-ralph-peters-et-reactions-turques>

APPERT Olivier, « Mer Caspienne : enjeux énergétiques et géopolitiques », *Politiques énergétiques*, mars 2017, [en ligne] mis en ligne le 20 mars 2017, consulté le 17 octobre 2017, URL : <https://www.politiques-energetiques/enjeux-energetiques-mer-caspienne-olivier-appert>.

BALCI Bayram, « Union économique eurasiennne : vers un retour de Moscou en Asie centrale ? », *CERI*, 06/01/2015, 4 pages, [en ligne], mis en ligne le 6 janvier 2015, consulté le 6 octobre 2017, URL : <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/union-economique-eurasienne-vers-un-retour-de-moscou-en-asie-centrale>.

BALCI Bayram, « Que savons-nous de l'impact de l' « Etat islamique » sur l'Asie centrale ? », *Les Études du CERI, Regards sur l'Eurasie. Années politique 2015*, pp. 27-32, [en ligne], mis en ligne février 2016, consulté le 23 octobre 2017, URL: [http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/Etudes\\_219-220.pdf](http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/Etudes_219-220.pdf)

BALLAND Daniel, « Tachkent, métropole de l'Asie centrale ? », *Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien n°24*, 1997, [en ligne], mis en ligne le 28 février 2005, consulté le 24 octobre 2017, URL : <http://cemoti.revues.org/1476>

BALLAND Daniel, « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des Etats centre asiatiques », *Hérodote*, n°84, 1997, pp.77-123.

BOGATYRIEV Valentin, « ИГИЛ – удобная « угроза» для властей стран Центральной Азии » [L'IGIL – Une « menace » pratique pour les autorités des pays d'Asie centrale], *Ferghana.ru*, 25/01/2016, [enligne], mis en ligne le 25 janvier 2016, consulté le 25 octobre 2017, URL <http://www.ferghananews.com/articles/8839>

BREEN JULIA, « Tadjikistan : la Russie et les pays d'Asie centrale réunis contre la menace de l'État islamique », *Le Courrier de Russie*, 03/04/2015, [en ligne], mis en ligne le 3 avril 2015, consulté le 10 janvier 2018, URL : <https://www.lecourrierderussie.com/international/2015/04/tadjikistan-russie-asie-centrale-menace-etat-islamique/>

BRILL OLCOTT Martha, « Bouleversements démographiques en Asie centrale », *Stratégie* 63, mars 1996.

CAGNAT René, « Où va l'Asie centrale ? Entre Russie, Chine et Islam », Paris, *Diploweb*, 2014, [en

ligne], mis en ligne 1 juin 2014, consulté le 2 janvier 2018, URL : <http://www.diploweb.com/Ou-va-l-Asie-centrale.html>

CAGNAT René, « Une offensive djihadiste déstabiliserait toute l'Asie centrale », *Humanité dimanche*, 11 aout 2016, [en ligne], mis en ligne le 11 aout 2016, consulté le 10 septembre 2017, URL : <https://www.humanite.fr/rene-cagnat-une-offensive-djihadiste-destabiliserait-toute-lasie-centrale-613533>

CARIOU Alain, « Le nouveau Xinjiang : intégration et recomposition territoriales d'une périphérie chinoise », *Echogéo n°9*, 2009, [en ligne] mis en ligne le 17 juin 2009, consulté le 3 novembre 2017, URL : <http://echogeo.revues.org/11244>

CASTETS Remi, « La question ouïgoure et sa dimension centre-asiatique », Paris, *La Revue internationale et stratégique n°64*, 2007, pp.89-100.

CIBOULET Thomas, « L'Asie centrale, une région turque ? », *Novastan*, 2017, [en ligne], mis en ligne le 29 mars 2017, consulté le 10 janvier 2018, URL : <https://www.novastan.org/fr/kirghizstan/lasie-centrale-une-region-turque>

COLLIN Sébastien, « Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie », *Les Études du CERI*, 44 pages, juillet 2003, [en ligne], consulté le 18 octobre 2017, URL : <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/Etude96.Pdf>

DALI John, « Russia and Uzbekistan Hold First Joint Military Exercise in 12 Years, Plan Further Cooperation », *Eurasia Daily Monitor, Volume 14*, 2017, [en ligne], mis en ligne le 3 octobre 2017, consulté le 19 octobre 2017, URL : <https://jamestown.org/program/russia-and-uzbekistan-hold-first-joint-military-exercise-in-12-years-plan-further-cooperation/>

DAMIANI Isabella, « Ferghana : les étapes d'une matérialisation frontalière entre intention et réalité », *L'Espace Politique*, 2013, [en ligne], mis en ligne le 18 juillet 2013, consulté le 4 novembre 2017, URL : <https://espacepolitique.revues.org/2651>

DEGER Lara, « Les relations énergétiques de la Turquie avec le Caucase et l'Asie centrale », *Club du millénaire*, 2010, [en ligne], consulté le 10 janvier 2018, URL : <https://clubdumillenaire.fr/2010/04/les-relations-energetiques-de-la-turquie-avec-le-caucase-et-lasie-centrale/>

DENIS Sinor, « Redécouvrir l'Asie Centrale. », *Diogène n°204*, 2003, pp. 9-24.

DOMBROWSKY Patrick, « La conflictualité en Asie médiane : analyse stratégique », *Stratégie 70/71*, février-mars 1998, [en ligne], consulté le 5 janvier 2017, URL : [http://www.institut-strategie.fr/strat\\_070\\_Dombrowski.html](http://www.institut-strategie.fr/strat_070_Dombrowski.html)

ELEBAEVA A. = ЭЛЕБАЕВА А., « Трудовая миграция в Кыргызстане », [Les migrations de travail au Kirghizstan], *Центральная Азия и Кавказ [Asie centrale et Caucase]*, n°3, 2004, [en ligne] consulté le 21 septembre 2017, URL : [http://www.ca-c.org/journal/2004/journal\\_rus/cac-03/09.elerus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2004/journal_rus/cac-03/09.elerus.shtml) .

ENGOIAN Alda, « La Turquie pourchasse les adeptes de Gülen jusqu'au Turkménistan », *Courrier international*, 2016, [en ligne], mis en ligne le 13/12/2016, consulté le 10 janvier 2018, URL :

<https://www.courrierinternational.com/article/asiе-centrale-la-turquie-pourchasse-les-adeptes-de-gulen-jusquau-turkmenistan>

ENGOIAN ALDA, « L'opposition islamiste recrute en Asie centrale et en Russie », *Courrier international*, 02 octobre 2013, [en ligne], mis en ligne le 2 octobre 2013, consulté le 10 octobre 2017, URL : <http://www.courrierinternational.com/article/2013/10/02/l-opposition-islamiste-recrute-en-asiе-centrale-et-en-russie>

FATHI Habiba, « Pouvoir et forces religieuses : genèse d'un affrontement », pp.11-25, in DOR Remi, *Cahiers d'Asie centrale, N°15-16, Les Islamistes d'Asie centrale : un défi aux Etats indépendants*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2007, 391 pages.

FOUQUET Claude, « L'Asie centrale, prochaine cible de l'Etat islamique, s'alarme Poutine », *Les Echos*, 16/10/2015, [en ligne], mis en ligne le 16 octobre 2015, consulté le 11 janvier 2017, URL [http://www.lesechos.fr/16/10/2015/lesechos.fr/021410312155\\_1-asiе-centrale--prochaine-cible-de-l-etat-islamique--s-alar-me-poutine.htm#OmA3kk7KC3tDSXeV.99](http://www.lesechos.fr/16/10/2015/lesechos.fr/021410312155_1-asiе-centrale--prochaine-cible-de-l-etat-islamique--s-alar-me-poutine.htm#OmA3kk7KC3tDSXeV.99)

FOURNIAU Vincent, « Qu'est-ce que l'Asie centrale ? », *Outre-terre*, n°16, 2006, pp. 15-29

GAIBOV V., KOSHELENKO G., « La Margiane », *Dossier d'Archéologie*, n°271, Paris, Editions Faton, 2002, pp. 46-53.

GALLO Ernesto, « SCO not NATO's foe », 2017, *East Asia Forum*, [en ligne], mis en ligne le 24 septembre 2017, consulté le 18 octobre 2017, URL : <http://www.eastasiaforum.org/2017/09/24/sco-not-natos-foe/>

GAUZERE David, « Les djihadistes centrasiatiques sur la ligne de front », *Novastan*, 2017, [en ligne], mis en ligne le 12 octobre 2017, consulté le 13 octobre 2017, URL : <https://www.novastan.org/fr/kirghizstan/les-djihadistes-centrasiatiques-sur-la-ligne-de-front/>

GENTE Régis, « La Russie s'enrhume, les migrants d'Asie centrale toussent », *Asialyst*, 2015, [en ligne] mis en mis en ligne le 15 décembre 2015, consulté le 15 novembre 2017, URL : <https://asialyst.com/fr/2015/12/15/la-russie-s-enrhume-les-migrants-d-asiе-centrale-toussent>.

GONGCHENG Zhao, « China : Periphery and strategy », *SIIS Journal*, vol.10, n°2, mai 2003, pp.24-33.

GONON Emmanuel et LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers l'Asie centrale », *Cahiers de géographie du Québec*, vol 47, n°132, 2003, pp. 433-461, [en ligne], consulté le 28 septembre 2017, URL : <http://id.erudit.org/iderudit/008090ar> .

GRICHIN Andrei, « Казахстан: Лето красного цвета » [« Kazakhstan : un été rouge »], *Fergana.ru*, 18/07/2016, [en ligne], mis en ligne le 18 juillet 2016, consulté le 25 septembre 2017, URL : <http://www.fergananews.com/articles/9031>.

HAYDER Mili, « L'Asie centrale, plaque tournante du trafic de drogue », *Le Courrier des pays de l'Est*, N° 1057, *La Documentation française*, 2006, pp. 30-45.

HOHMANN Sophie, « Le narcotrafic en Asie centrale : enjeux géopolitiques et répercussions sociales », *La Revue internationale et stratégique*, n°64, 2007, pp. 110-119.

HUET Thomas, « Mars 2005 au Kirghizistan : « révolution des tulipes » ou alternance violente ? »,

pp.340-351, in DOR Remi, « *Les Islamistes d'Asie centrale : un défi aux États indépendants ?* », *Cahiers d'Asie centrale*, N°15-16, Paris, Maisonneuve et Larose, 2007, 391 pages.

IMANALIEV Muratbek, « China and Central Asia : Post Soviet Developments », *Valdai Discussion Club*, 2017, [en ligne], mis en ligne le 29 septembre 2017, consulté le 15 octobre 2017, URL : <http://valdaiclub.com/a/highlights/china-and-central-asia-post-soviet-developments/>

JOANNIN Pascale, « La politique turque à l'égard de l'Asie centrale et du Caucase du sud », *Fondation Robert Schuman*, 2004, [en ligne], consulté le 10 janvier 2018, URL : <https://www.robert-schuman.eu/fr/syntheses/0131-la-politique-turque-a-l-egard-de-l-asie-centrale-et-du-caucase-du-sud>

KAMENKA Patrick, « La fin en douceur du système Niazov », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2008/1 (n° 1065), p. 170-181, [en ligne] consulté le 17 décembre 2017, URL : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2008-1-page-170.htm>

KHALID Adeeb, « L'islam et l'État post-soviétique en Asie centrale », Paris, *La revue internationale et stratégique*, n°64, 2007, pp.101-110.

KHAMRAEVA-AUBERT Asal, « L'Ouzbékistan dans ses frontières. Un pays à géométrie variable », *Diplomatie*, 36, janvier-février 2009, p.65-66.

KLASHTORNYI Serguei (traduction de Alié Akimova), « Les Samanides et les Karakhanides : une étape initiale de la géopolitique impériale », *Cahiers d'Asie centrale*, 9/2001, p. 37.

KOCH Nathalie, « Qatar and Central Asia : What's at Stake in Tajikistan, Turkmenistan, and Kazakhstan ? », 2017, *PONARS Eurasia*, [en ligne], mis en ligne le 28 septembre 2017, consulté le 14 octobre 2017, URL : <http://www.ponarseurasia.org/memo/qatar-and-central-asia-whats-stake-tajikistan-turkmenistan-and-kazakhstan>

KOSNAZAROV Daniyar, « C5+1 : Quel futur pour la politique américaine en Asie centrale ? », *Novastan*, 2016, [en ligne], mis en ligne le 5 août 2016, consulté le 20 janvier 2018, URL : <https://www.novastan.org/fr/turkmenistan/c51-quel-futur-pour-la-politique-americaine-en-asie-centrale/>

KUSHKUMBAEV Sanat, « L'identité ethnique et la politique d'intégration sociale au Kazakhstan », *Cahiers d'Asie centrale*, 201, pp. 19-20, [en ligne], mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 10 octobre 2017, URL : <http://asiacentrale.revues.org/1517>

LARUELLE Marlène, « Aperçu de la colonisation russe des steppes kazakhes », *Cahiers d'Asie centrale* n°23, 2014, pp. 149-181, [en ligne], mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 13 décembre 2017. URL : <http://asiacentrale.revues.org/3072>

LARUELLE Marlène, « La nouveau rôle de la Russie en Asie centrale : les migrations de travail des Centres-asiatiques vers la Fédération russe. », *La revue internationale et stratégie*, n°64, 2007, pp. 133-141, [en ligne], URL : <http://www.cairn.info/article>

LERMERCIER-QUELQUEJAY Chantal, LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, « Les Russes du Kazakhstan. Identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique », *Cahiers du monde russe*, n°45, 2004, [en ligne], mis en ligne le 3 juin 2009, consulté le 20

décembre 2017, URL : <http://monderusse.revues.org/4220>

MALYASOV Dylan, « Kazakhstan holds Combat Commonwealth 2017 Joint Air Defence exercise », 2017, *Defense Blog*, [en ligne], mis en ligne le 18 septembre 2017, consulté le 16 octobre 2017, URL : <http://defence-blog.com/news/kazakhstan-holds-combat-commonwealth-2017-joint-air-defence-exercise.html>

MAMADYAROV Iiyas, « Quel avenir pour l'Asie centrale avec Donald Trump ? », *Notes de l'IFEAC*, 2017, [en ligne], mis en ligne le 13 décembre 2016, consulté le 15 décembre 2017, URL : <https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1268/files/2016/12/Quel-avenir-pour-lAsie-centrale-avec-Donald-Trump.pdf>

MASCRE Célia, « Asie centrale. Poutine au Kazakhstan : il faut souder les musulmans contre le terrorisme », Paris, *Courrier international*, 16/10/2015, [en ligne], mis en ligne le 16 octobre 2015, consulté le 28 octobre 2017, URL : <http://www.courrierinternational.com/article/asia-centrale-poutine-au-kazakhstan-il-faut-souder-les-musulmans-contre-le-terrorisme>

NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie centrale », *Perspectives chinoises*, 2006, [en ligne], mis en ligne le 28 mai 2007, consulté le 21 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/995>

OLIMOVA Saodat, « La jeunesse du Tadjikistan face à l'islam et à l'islamisme », pp. 196-222, in DOR Remi, *Cahiers d'Asie centrale, N°15-16, Les Islamistes d'Asie centrale : un défi aux Etats indépendants*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2007, 391 pages.

OMELICHEVA Maria, « U.S. Security Assistance to Central Asia : Examining Limits, Exploring Opportunities », *PONARS Eurasia*, 2017, [en ligne], mis en ligne le 13 octobre 2017, consulté le 19 octobre 2017, URL : <http://www.ponarseurasia.org/memo/us-security-assistance-central-asia>

PEDROLETI Brice, « Attentats ouïgours : la Chine confrontée au terrorisme de masse », Paris, *Le Monde*, 20/05/2014, [en ligne], mis en ligne le 20 mai 2014, consulté le 19 octobre 2017, URL : [http://www.lemonde.fr/asiapacifique/article/2014/05/20/attentatsouigours-la-chine-confrontee-au-terrorisme-demasse\\_4422114\\_3216.html#DHcm6OBjARSZk7wZ.99](http://www.lemonde.fr/asiapacifique/article/2014/05/20/attentatsouigours-la-chine-confrontee-au-terrorisme-demasse_4422114_3216.html#DHcm6OBjARSZk7wZ.99)

PETRIC Boris, « Pogroms contre les Ouzbeks à Och au Kirghizstan. Des dangers de la manipulation politique du nationalisme ethnique », *Hérodote*, 2010/3 (n° 138), p. 58-65, [en ligne], mis en ligne le 20 mai 2014, consulté le 19 octobre 2017, URL : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2010-3-page-58.htm>

POUJOL Catherine, « Limites spatiales, frontières sociales : du visible à l'invisible dans l'espace géographique, économique et social de l'Asie centrale contemporaine », *Diogène n°246-247*, Paris, Presses universitaires de France, 2014, pp.76-98.

POUJOL Catherine, « L'Asie centrale, bilan : quinze années de discours et de pratiques sur l'intégration dans un espace désintégré. », *La revue internationale et stratégie*, n°64, 2007, pp. 69-76.

POUJOL Catherine, « L'Ouzbékistan ou la stratégie du « sur-enclavement » », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°35, 2003, pp. 61-70.

POUJOL Catherine, « Cosaques contre Kazakhs : nationalismes, identités et territoires au

Kazakhstan», *Hérodote*, n°84, 1997, pp. 124-144.

PEYROUSE Sébastien, « Le tournant ouzbek de 2005. Eléments d'interprétation de l'insurrection d'Andijan », *La Revue internationale et stratégique*, n°64, 2006, pp. 78-87.

PEYROUSE Sébastien, « Les Anciens colons sur le départ. Les migrations des populations russophones » pp. 21-48, in LARUELLE Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Petra, 2010, 320 pages.

PREVOT Serge, « L'influence turque faiblit en Asie centrale », *Regards sur l'Est*, 2008, [en ligne], mis en ligne le 01/04/2008, consulté le 10 janvier 2018, URL : [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=832](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=832)

POUTINE Vladimir, « Новый интеграционный проект для Евразии — будущее, которое рождается сегодня », [Nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie – un futur qui commence aujourd'hui], *Izvestia*, 03/10/2011.

RABALLAND Gaël, « L'enclavement, coûts et parades », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, n°35, 2003, [en ligne], consulté le 21 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/760>

RABALLAND Gael, « L'eau en Asie centrale : entre dépendance régionale et vulnérabilités nationales », *Geoeconomie*, n°18, 2001, pp. 119-144.

RADVANYI Jean, « Réseaux de transport, réseaux d'influence : nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie. », *Hérodote*, n° 104, 2002, pp. 38-65.

REKACEWICZ Philippe, « La Caspienne est-elle une mer ou un lac ? », *Visionscarto*, aout 2016, [en ligne], mis en ligne le 30 aout 2016, consulté le 20 octobre 2017, <https://visionscarto.net/caspienne-mer-ou-lac>

REKACEWICZ Philippe, « Géopolitique des tubes en Asie centrale. », *Le Monde diplomatique*, 2011, [en ligne], mis en ligne en février 2011, consulté le 14 septembre 2017, URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/asietubes>

ROUSSELOT Helene, « Tadjikistan : vers une adhésion à l'Union eurasiatique économique ? », *Blog Un Abc de l'Asie centrale*, 2017, [en ligne], mis en ligne le 16 mars 2017, consulté le 20 janvier 2018, URL : <https://asiecentraleblog.wordpress.com/2017/03/16/tadjikistan-vers-une-adhesion-a-lunion-eurasiatique-economique>

SADOVSKAYA Elena, « Migration de la main d'œuvre en Asie centrale », *Communauté de sécurité*, numéro 1/2016, OSCE, 2016, [en ligne], consulté le 15 novembre 2017, URL : <http://www.osce.org/fr/magazine/252031>

SAIPOV Schokhrukh, « В Кыргызстане обеспокоены активизацией рекрутинга в Сирию » [« En Kirghizie, on s'inquiète de l'augmentation du recrutement à destination de la Syrie »], *Ferghana.ru*, 31/05/2014, [en ligne], mis en ligne le 31 mai 2014, consulté le 20 octobre 2017, URL, <http://www.ferghananews.com/articles/8157>

SEYS François-Olivier, « Les dynamiques démographiques au Kazakhstan, un modèle spécifique depuis l'indépendance », *Espace populations sociétés*, 2009, [en ligne], mis en ligne le 01 avril 2011, consulté le 20 décembre 2017, URL : <http://eps.revues.org/3690>

SINELCHCCHIKOVA Ekaterina, « Comment évolue l'attitude des Russes envers les migrants ? », *Russia Beyond*, mai 2017, [en ligne], mis en ligne le 18 mai 2017, consulté le 15 novembre 2017, URL : [https://fr.rbth.com/ps/2017/05/18/Comment-evolue-l-attitude-des-russes-envers-les-migrants\\_76509](https://fr.rbth.com/ps/2017/05/18/Comment-evolue-l-attitude-des-russes-envers-les-migrants_76509)

SIONNEAU Bernard, « Le projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale », *Stratégique* 77, janvier 2000, [en ligne], mis en ligne en mars 2001, consulté le 10 janvier 2018, URL : [https://www.researchgate.net/publication/317633759\\_Le\\_projet\\_de\\_zone\\_denuclearisee\\_d%27Asie\\_centrale](https://www.researchgate.net/publication/317633759_Le_projet_de_zone_denuclearisee_d%27Asie_centrale)

SOUSLOV Mikhail, « Le Monde russe : la politique de la Russie envers sa diaspora », *Russie.Nei.Visions*, n°103, IFRI, juillet 2017, 34 pages.

THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations et régions en recomposition », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 2011, [en ligne], mis en ligne le 25 mai 2011, consulté le 18 décembre 2017, URL : <http://cybergeo.revues.org/23707>, document 534.

THOREZ Julien, « La mobilité des migrants d'Ouzbékistan : Transport, frontières et circulations migratoires », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 26, 2010, [en ligne], mis en ligne le 01 décembre 2013, consulté le 26 octobre 2017, URL : <http://remi.revues.org/5207>

THOREZ Julien, « Itinéraires du déracinement », *Espace populations sociétés* 2007/1, p 59-71, [en ligne], mis en ligne le 30 août 2009, consulté le 26 octobre 2017, URL : <http://eps.revues.org/1955>

THOREZ Julien, « Les frontières d'Asie centrale entre ouverture et fermeture », *Diplomatie* 36, janvier-février 2009, pp. 62-64.

THOREZ Julien, « « Хорошо где нас нет » [« Ailleurs, c'est toujours mieux »], L'émigration des « Russophones » d'Asie centrale », *EchoGéo*, 2009, [en ligne], consulté le 25 septembre 2017, URL : [journals.openedition.org/echogeo/pdf/11212](http://journals.openedition.org/echogeo/pdf/11212)

THOREZ Julien, « Bazars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et « mondialisation par le bas » », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 24, No.3, 2008, pp. 167-189, [en ligne], mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 26 octobre 2017, URL : <http://remi.revues.org/4844>

THOREZ Julien, « La construction nationale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *FLUX*, n°70, 2007, pp. 33-48.

TINGUY Anne (de), « La Russie et ses frontières 20 ans après l'éclatement de l'Empire soviétique », *Cahiers du CERI*, septembre 2009, 9 pages

VERCUEIL Julien, « L'Union économique eurasiatique : une intégration au prisme de la Russie »,

*Géoéconomie*, n°71, 2014, pp. 167-184.

YAKEMTCHOUK R., « La Communauté des Etats indépendants, CEI », *Annuaire français de droit international*, Paris, CNRS Editions, 1995, pp. 245 -280.

YANOVSKAYA Maria, « Российский эксперт о салафитах в Казахстане : кто, где, когда » [« Interview d'un expert russe au sujet du salafisme au Kazakhstan : qui, où, quand et que faire »], 24/06/2016, *Ferghana.ru*, [en ligne], mis en ligne le 24 juin 2016, consulté le 21 octobre 2017, URL, <http://www.ferghananews.com/articles/9006>.

ZAKHVATOV Andrei, « Вербовка таджикистанцев в ИГ : В России проще, чем на родине » [Le recrutement des Tadjiks dans l'EI: plus simple en Russie que dans la patrie], *Ferghana.ru*, 25/11/2016, [en ligne] mis en ligne le 25 novembre 2016, consulté le 27 novembre 2017, URL, <http://www.ferghananews.com/articles/9174>.

### **Travaux universitaires, études et rapports**

ARIS Stephen, *L'OCs : poste d'observation sino-russe*, Paris, IFRI, 2008, 21 pages.

BOBO Lo, *La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale ?* Paris, IFRI, 2015, 26 pages.

CARCANAGUE Samuel, « Présidentielle au Kirghizstan : des élections faussement anecdotiques? », IRIS, 2017, [en ligne], mis en ligne le 17 octobre 2017, consulté le 19 octobre 2017, URL : <http://www.iris-france.org/101057-presidentielle-au-kirghizstan-des-elections-faussement-anecdotiques/>

CHAUDET Didier, *Terrorisme islamiste en grande Asie centrale : « Al-qaidisation du terrorisme ouzbek*, Paris, IFRI, 2008, 32 pages.

FACON Isabelle, *L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe*, Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique, 2008, 35 pages, [en ligne], <http://www.frstrategic.org/publications/recherches-web/documents/2008/200806.pdf>.

FACON Isabelle, *Le spatial russe : implications nationales et internationales d'une apparente remontée en puissance*, FRS, 2006, 131 pages.

FRANCOIS Renaud, *Asie centrale : entre mythes et réalités, l'état de la menace islamiste*, Paris, European Strategic Intelligence and Security Center, 2010, 9 pages, [en ligne], consulté le 1 octobre 2017, URL : <http://www.esisc.org/publications/analyses/asie-centrale-entre-mythes-et-realites-letat-de-la-menace-islamiste>

KARIN Erlan, « L'Asie centrale à l'épreuve de l'islam radical », *Russie.Nei.Visions*, n° 98, I, février 2017, 27 pages, [en ligne], consulté le 01 octobre 2017, URL : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/karine\\_asie\\_centrale\\_islam\\_radical\\_fr\\_2017.pdfca1\\_fr\\_2017.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/karine_asie_centrale_islam_radical_fr_2017.pdfca1_fr_2017.pdf)

NEISTAT Anna, « Retour sur le massacre d'Andijan », *Nouvelles / Amnesty International*, juillet 2015, [en ligne], consulté le 01 octobre 2017, URL : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2015/07/the-andijan-massacre-remembered/>

OLCOTT Brill Martha, UDALOVA Natalia, "Drug Trafficking on the Great Silk Road: The Security Environment in Central Asia" *Carnegie Endowment for International Peace, Russian and Eurasian Program*, n° 11, mars 2000. 31 pages, [en ligne], consulté le 01 octobre 2017, URL : <http://carnegieendowment.org/files/drugs.pdf>.

ROY Olivier, « Islam et politique en Asie centrale », *Archives de sciences sociales des religions*, 115, juillet-septembre 2001.

THOREZ Julien, *Flux et dynamiques spatiales en Asie centrale – Géographie de la transformation post-soviétique*, 2005, Thèse de doctorat, Université de Paris 10 – Nanterre, 570 p.

## **Webographie**

### **Cartes**

Site de l'atelier cartographique de Sciences Po : [www.sciences-po.fr/carthographie](http://www.sciences-po.fr/carthographie).

Blog du monde diplomatique : <http://blog.mondediplo.net>.

Site diploweb : <http://www.diploweb.com>

Les cartes du monde diplomatique : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes>.

Bibliothèque numérique mondiale : <https://www.wdl.org>

### **Conférences**

BALCI Bayram, FERRANDO Olivier, « La situation des minorités en Asie centrale », *Conférence au Club du Millénaire*, Sciencespo Lille, septembre 2011, URL : <http://clubdumillenaire.fr/2011/11/la-situation-des-minorites-en-asie-centrale> .

CAGNAT René, « Asie centrale : nouvelles frontières vieilles pratiques », *Conférence à l'Ecole de management de Grenoble*, mars 2015, URL : [http://tv.grenoble-em.com/fr\\_FR/fgg/asie-centrale-nouvelles-frontieres-et-vieilles-pratiques](http://tv.grenoble-em.com/fr_FR/fgg/asie-centrale-nouvelles-frontieres-et-vieilles-pratiques).

### **Sites officiels**

Site ambassade de France en Russie. <https://ru.ambafrance.org>

Site ambassade de France au Kazakhstan : <https://kz.ambafrance.org>

Site stratégie 2050 du Kazakhstan : <https://strategy2050.kz/ru/multilanguage/>

Site de la présidence du Kazakhstan : <http://www.akorda.kz/ru>

Communauté des Etats Indépendants : <http://www.cis.minsk.by>

Union économique eurasiatique : [www.eaunion.org](http://www.eaunion.org)

Organisation du traité de défense collective : <http://www.odkb.gov.ru>

Organisation de coopération de Shangaï : <http://infoshos.ru>

Border Management in Central Asia : [www.bomca.eu](http://www.bomca.eu)

United Nation Office on Drugs and Crime : [www.unodc.org/centralasia](http://www.unodc.org/centralasia).

Site officiel de l'ODKB : <http://www.odkb.gov.ru/start/index.htm>

Kronobase : <http://www.kronobase.org/>

Central Asia and the Caucasus: <http://www.ca-c.org/journal-table-rus.shtml>

Global Security : <http://www.globalsecurity.org/military/ops/caspian-guard.htm>

Site russe d'analyses démographiques Démoscope : <https://www.demoscope.ru>

Site Claude RAPIN : [http://clauderapin.free.fr/4GCarte\\_Asie\\_centrale.html](http://clauderapin.free.fr/4GCarte_Asie_centrale.html).

Site astananews : <http://astanatimes.com>

Site Ferghana. Ru : [www.ferghana.ru](http://www.ferghana.ru).

Global fire Power 2017 :

Banque mondiale 2017 :